

SAUSFRONTIÈRE

Bimensuel pour un hebdo de l'immigration 12 février 1980 n° 7 4francs Italie: 700 Lires

Les immigrés perforés

Ficher, répertorier, suivre à la trace, au profil, à la carte. Chaque mots, chaque geste, sous le faisceau du mirador.

Un million d'hommes « encartés », 40 renseignements sur chacun soit 40 millions de renseignements.

Un tressé fin, qui localise, cible, immobilise, ajuste immanquablement.

Grâce à l'ordinateur aujourd'hui, cela va plus vite, mais rien d'innové. On a déjà vu jouer cela... c'était en... Et une fois bien ajusté il portait une étoile jaune. Il faut traquer les faux papiers. Mais peut-on oublier que parfois sous un faux papier, se cache le visage d'un homme à sauver, de la mort, de la misère.

Il vaut mieux un faux papier que d'aller mourir chez... la liste est trop longue.

Il vaut mieux un faux papier que de fini « suicidé » au fond d'un commissariat pour absence de papiers.

Il vaut mieux un faux papier que de loger à Arenc, Bonnet, que de servir de « bête à crise » Stoléro.



Lisette Malidor

Du casino de Paris
au théâtre noir



GAFSA RE-BELLE

Du côté de chez Duvalier

Comme tous les Antillais émigrés en France et à l'affût de tout ce qui leur rappelle leur pays (musique, théâtre, nourriture...), nous nous sommes empressés d'aller voir le dernier film de Lara « Mamito ». D'autant plus qu'on nous avait dit que Lara, dans son film, prend une position claire en faveur de l'indépendance de la Guadeloupe. Le film raconte comment des personnages de races et de classes différentes se réunissent autour du projet de l'achat d'un terrain et de la construction d'une ferme. On aura compris que la réalisation de ce projet est pour Lara le symbole de l'indépendance de la Guadeloupe ! Indépendance qui se réaliserait, toujours selon Lara, par une collaboration étroite des « békés » et de la bourgeoisie « éclairée ». En effet, le terrain sera acheté grâce à l'argent « donné » par le béké et la ferme construite grâce aux connaissances intellectuelles de l'étudiant bourgeois, caricature vulgaire du militant nationaliste. Collabore également au projet, la bourgeoisie commerçante représentée par le Syrien, dit « Lacombe » toujours à la recherche de la combine rentable, ici, le terrain à acheter. La petite bourgeoisie, représentée par le fonctionnaire mulâtre, insignifiant, qui se contente de suivre le mouvement. Ridiculisés, les marginaux en quête d'une identité nègre ne sont pas oubliés dans cette affaire : c'est Ibo qui, quand il ne mange pas de mangues, contribue en apportant une vieille chiotte volée et de surcroît cassée...

Quant à Mamito dont le nom est le titre du film, c'est une vieille négresse, courageuse et obstinée, mais paradoxalement rapidement convaincue de la nécessité de l'entreprise. Elle a été placée là par Lara pour faire valoir le bien fondé de la collaboration. C'est la Guadeloupe du passé, la « vraie » Guadeloupe, qui tend la main aux békés, aux exploités par-dessus le passé et le présent de lutte des travailleurs guadeloupéens. Les travailleurs guadeloupéens ! Où sont-ils dans ce film ? Purement et simplement gommés quand ils ne servent pas de décors. Une fois de plus, les décisions sont prises par dessus leur tête, ils sont manipulés et n'ont pas la parole. Leur rôle sera de répéter docilement Karukera à l'instigation du militant nationaliste qui se fait leur chef. « Mamito » brosse grossièrement un tableau de la société antillaise, travailleurs mis à part, en reprenant pêle mèle et de façon anecdotique et malhonnête l'actualité récente qui a mobilisé les Antillais : la suppression des 40%, des événements racistes à Baimbridge et Trinité. Lara, démagogique, joue sur le réalisme, sur l'« authenticité » de ces personnages pour faire avaler au public antillais sa conception collaboratrice de l'indépendance. Pour semer la confusion, Lara exploite sans gêne cette fameuse générosité, chaleur et drôlerie antillaises. En détournant les événements politiques, en utilisant notre affectivité, en reprenant

sansfrontière

Administration-rédaction : 35 rue Stephenson
75018 Paris. Tél. : 606 15 68.
Rédaction régionale Midi : Marseille
4 bis, Jean Trinquet. Tél. (91) 91 42 20.
Directeur de publication : Khali Hamoud.
Commission paritaire n° 61715.
CCP n° 420900 F Paris.
Diffusion : N.M.P.P.
Imprimerie Voltaire Roto, 93 Montreuil.

l'image raciste du nègre bon-enfant, bête, naïf et grotesque, le nègre « y'a bon Banania », Lara cherche à séduire une clientèle la plus large possible : il veut plaire aux békés et à la bourgeoisie locale et en même temps, il veut s'attirer la sympathie du public populaire ; c'est à se demander si Lara n'est pas l'idéologie de la classe dominante, chargée de nous préparer à l'indépendance néo-coloniale.

Des spectatrices Antillaises

Courage, il faut continuer

Chers amis de *Sans Frontière*, je vous demande de m'excuser d'avoir tardé à vous faire parvenir à temps l'argent de mon réabonnement. Cela est dû aux maigres ressources dont dispose tout étudiant marocain boursier de ce gouvernement. Je tiens à vous remercier infiniment de ne m'avoir pas privé de vos derniers numéros.

J'espère que rien ne peut entraver votre action humanitaire et juste, ni procès ni quoi que ce soit.

Oui, *Sans Frontière* est né. Demain, sa famille sera très nombreuse. Bonne chance, bon courage. Et encore merci pour votre compréhension.

A. DAHMAN (LYON)

« Vous n'êtes pas seules ! »

Que tous les immigrés en instance d'expulsion ne désespèrent pas... Qu'ils sachent bien que nous sommes quatre mille Français et immigrés à les soutenir... Manifestations sur manifestations, grèves répétées ; nous luttons contre le racisme légalisé et contre la loi raciste Bonnet (et ses deux compères).

Nous sommes déjà 600 à 700 (de 15 à 18 ans) à faire, avec les étudiants angevins, la grève dans nos établissements scolaires (lycée David d'Angers et Du Bellay). Ceci, à la suite de la menace d'expulsion de deux Marocains angevins. Nous vous soutenons, vous immigrés ; malgré les difficultés (pour les mineurs) face aux parents et aux proviseurs de lycées, qui n'acceptent pas les mouvements de jeunes (ils ont la trouille).

Il faut que vous sachiez que vous n'êtes pas seuls, nous vous aidons aussi bien moralement que physiquement. Cela fait maintenant deux jours que la grève dans le lycée est entamée...

Nous la continuerons jusqu'à ce que le préfet ait entendu raison, et pas avant...

La grève a été votée à l'unanimité par les 250 grévistes de notre lycée. Nous essayons de rassembler le plus de garçons et de filles possibles à l'aide de panneaux d'information dans la cour et dans la salle ; de visites de délégués pendant les cours ; de tracts ; etc. Bref, tous nos moyens sont mis en œuvre.

Encore une fois, vous n'êtes pas seuls. Nous sommes maintenant 4 000 avec vous. La presse en parle et réserve sa « une » à nos manifestations (entièrement pacifistes) ; à nos revendications, à nos communiqués...

Que notre ami Zerfi Kamel se rassure... Si vous avez besoin de quelque chose, faites-nous signe (nous avons des moyens, désormais !) et écrivez à : Frédéric Pellerin, 49000 Angers.

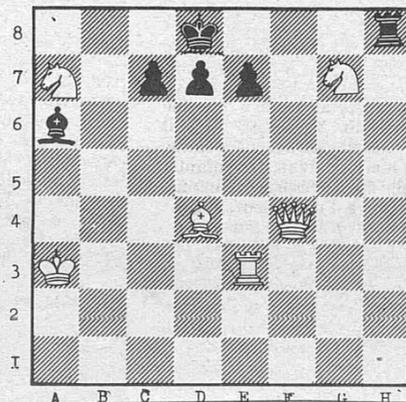


Jeux d'échecs

Problème N° 4

Problème n°4. Problème posé par M. TORBICA, président du cercle d'échecs de Gentilly.

Les Blancs jouent et font mat en deux coups. Voici la position des pièces.
Blancs : Ra3, Te3, Df4, Fd4, Ca7, Cg7.
Noirs : Rd8, Th8, d7, e7, c7.



Solution N° 3

Deux variantes de mat : Dh8, b2, Dd4 mat, ou Dh8, Tb5, Df8 mat.

Grands champions du monde

William Stajnic

Né le 12 mai 1836 à Prague. Le titre de premier champion du monde gardé de 1886 à 1894. Il a appris à jouer comme petit garçon. Sérieusement, il a commencé à jouer comme étudiant à Grasse en 1856. Premier prix, il a gagné au championnat de Grasse en 1861 avec trente points sur trente-et-un possibles. L'année suivante, à Londres, il se place en sixième place. Il reste définitivement à Londres où il consacre tout son temps aux échecs. Il devient champion du monde le 11 janvier 1886 après le match avec Soukertoutome, 10-5 et 5-nul. Il est mort le 12 août 1900 dans un hôpital psychiatrique à New-York.

Diffusion, diffusion!!

Je diffuse, tu diffuses, nous devons diffuser SANS FRONTIERE.

Même si ô lecteur, cela te semble une rengaine, il nous faut te la rechanter.

En parlant Musique, citons un exemple : à Marseille, un groupe de musiciens folk, parce que le journal leur plaisait, a décidé d'organiser de sa propre initiative un concert pour « SANS FRONTIERE ». Cela a été une bonne soirée et le journal en a profité.

Animez des réunions, des bals, des soirées « SANS FRONTIERE ». Sans diffusion, pas de journal. SANS FRONTIERE demande à tous ses lecteurs de

collaborer au contrôle de la diffusion NMPP.

Demandez aux propriétaires de point de vente d'afficher votre journal. Renseignez-vous sur les points de vente.

Ecrivez-nous.

— La souscription continue.

— Tous les lecteurs dont l'abonnement expire peuvent se réabonner.

Vous pouvez trouver à Paris et à Marseille des anciens numéros.

Nous tenons le coup depuis un an avec le minimum du minimum. Encore un effort !

ABONNEMENT SANS FRONTIERE

SOUSCRIPTION A L'ORDRE DE SANS FRONTIERE

35 R. STEPHENSON 75018 PARIS

3 MOIS : 40 F 6 MOIS : 80 F 12 MOIS : 160 F CCP 4209.OOF PARIS
ABONNEMENT DE SOUTIEN A PARTIR DE 250 F PAR AVION : 320 F

NOM :
CODE POSTAL :
VILLE :

CHEQUE BANCAIRE CCP

JE DESIRE AVOIR UN SPECIMEN ET J'ENVOIE 3 TIMBRES A 1,30 f
 JE DESIRE ABONNER DEUX AMIS
 JE DESIRE ETRE DIFFUSEUR

SANS FRONTIERE 75018
35, RUE STEPHENSON PARIS
CCP 4209.OOF PARIS
NOM :
PRENOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL :
VILLE :

SANS FRONTIERE 75018
35, RUE STEPHENSON PARIS
CCP 4209.OOF PARIS
NOM :
PRENOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL :
VILLE :

sansfrontière

LE NORD : Les années Maos

Pour les dates, j'avais tout écrit. J'ai gardé les papiers six mois ; après, j'ai tout brûlé.

Les camarades français sont venus chez nous avec un jeune Algérien, Slimane. Il nous a expliqué qu'ils venaient pour nous aider. Marie-Andrée qui est prof de français m'a dit qu'ils allaient travailler avec les Marocains pour la carte de travail. On allait



Photo DR

les chercher au Maroc, on leur mettait un tampon sur le torse nu ; c'étaient des Marocains des montagnes. On leur disait — vous allez travailler en usine — et on les embarquait. Eux, ils étaient contents d'être embauchés. Dans des Houillères, ils commençaient dans une école de formation. Dans les camps, ils étaient surveillés par les chefs de camp et par les délégués marocains.

Moi j'ai dit aux Maos — c'est pas facile de travailler avec les Marocains — Les Algériens, eux, ils avaient pas de problèmes.

Les Maos ont commencé avec les Marocains. Les filles surtout : Marie et Simone de Fouquières-les-Lens. Il y avait Bruno aussi, mais il venait moins souvent. Philippe Creton, c'était un ancien mineur, il était avec les Maos. Il y en avait d'autres encore qui travaillaient sur le Nord. Serge July est resté un moment avant d'aller à Paris.

Un jour un Marocain était malade. Il est arrivé dans les houillères, il est tombé raide. Les marocains ont dit au chef de camp — il est malade, il peut pas travailler, il faut l'emmener à l'hôpital — Il a pas voulu. Le troisième jour, ils lui ont dit — tu veux pas, on va t'égorger —. Il a appelé l'ambulance. Le Marocain est mort pendant le transport.

Les Maos ont sauté sur l'occasion. On était allé voir les Marocains, avant, dans les cités : Ostrécourt et Libercourt. Moi j'étais dans la cité Ostrécourt, dans des maisons en parpaing. C'est bâti comme des baraquements, avec des chambres à 2 ou 3, 4 et au milieu une grande pièce pour la cuisine. Pour se laver, on avait les lavabos et les douches de la fosse. On avait pas de cantine. On mangeait dans les baraquements. Quand les Maos venaient, on discutait dans les chambres derrière. Dans la pièce de la cuisine, les Algériens jouaient aux cartes ; souvent, on restait là, on parlait, tout le monde écoutait ; des Marocains venaient. Moi je devais faire l'interprète avec les Marocains ; c'est des *chleuhs*, ils parlent pas notre langue sauf quelques uns mais pas beaucoup. C'est des berbères des montagnes.

Les Maos ont distribué des tracts sur l'accident, la mort du Marocain. Les houillères ont trouvé bizarre cette agitation pour un Marocain. On disait — le chef de camp est un assassin, un fasciste qui a fait la guerre d'Algérie —. On demandait qu'il soit jugé. C'était violent. On appelait à une manifestation, à une grève. Il y a eu une grève à Oignies, mais pas longtemps.

Saïd poursuit son récit de 1970 à 1980. Mais ces 10 années, il les a réduites à deux, parce qu'elles ont particulièrement marqué son histoire minière dans les houillères. 1970-1971-1972 : les années Maos, militantes, arides, exaltées.

« LES FILLES ETAIENT ACCROCHEES »

C'est difficile de savoir ce qu'ils pensaient les Marocains. Nous, on dit qu'ils ont la tête un peu dure. Pour eux, si une femme vient les voir, c'est pas pour travailler avec eux, pour les aider. Si c'est pas l'assistante sociale, ils comprennent pas. Ils pensent que si elles sont là, c'est pour quelque chose. Ils acceptaient pas que des femmes Maos viennent dans leur camp, surtout vers 9-10 h du soir jusqu'à 1h, 1 h 30 du matin. Mais j'étais avec elles, sinon elles auraient pas pu. Les Maos, les hommes, ils venaient dans la journée plutôt, Philippe et Bruno. Les filles, elles étaient accrochées ; elles faisaient bien le travail. Marie venait avec Nadine qui travaillait chez elle. Nadine ressemblait à une Algérienne, mais c'était une Française. Dans une cité, la cité d'Avian, elle a eu une histoire avec un Marocain. Lui, il disait que c'était seulement comme ça ; il était marié, il avait des enfants. Mais elle, elle était accrochée. Simone, qui était la veuve d'un mineur, elle est allée avec un Marocain, elle aussi. Lui, il aurait bien voulu se marier, mais pas elle parce qu'elle aurait perdu sa pension. Le jeune Marocain Mustapha, disait que c'était un coup de folie avec Nadine. Hocine, un autre Marocain, était presque fou avec Nadine. Il était jaloux. Moi j'ai dit à Hocine d'aller voir ailleurs pour les filles. D'ailleurs, il travaillait avec les Maos, mais il préférait la fille d'un délégué CGT, il était double-face. Maintenant il est marié avec la fille et avant il a fait des tracts pour la CGT contre les Maos. Les Maos voulaient pas comprendre que les filles ça faisait un danger, ça a fait des histoires tout ça. J'en ai parlé avec Serge July ; lui, il encadrait les camarades maos dans le Nord, avec Thérêt.

Il y avait des réunions par région — Lans, Douai ; la région de Roubaix ; celle de Bruay en Artois ; au côté de Dunkerque aussi, avec Bernard : c'était un prof qui travaillait sur une usine par là, avec José un jeune Mao. On a fait une réunion à Arras, à Roubaix. On était à peu près 40. A d'autres réunions, il y avait pas seulement des Maos. Comme cadres, il y avait plus d'hommes que de femmes, dans les militants, il y avait plus de femmes. Joseph et André, ils faisaient partie de la direction du Nord et de Paris. On a fait une grève à Noisy pour un type licencié. Il a été réintégré. C'est Cavallo qui s'était occupé de cette action, avec un Marocain qui s'appelait Férid ou Freddy.

LES REUNIONS A PARIS

Après la mort du Marocain, on est venu à Paris : le groupe des Maos et quelques Marocains. On était tous là. Nadine était une militante dure, elle faisait des manifestations. Une fois, près de la gare, ils ont marqué des phrases sur les mal-logés ; ils ont discuté avec le chef de gare, mais il a appelé les flics. Ils ont dit à Nadine — vous embarquez vos troupes ou on les embarque —. Ils ont dit — on finit notre travail et après vous nous embarquez tous si vous voulez —. Ils faisaient de l'agitation. Ils ont passé la nuit en prison après l'affaire de la gare ; ils les ont relâchés le lendemain. Souvent c'était Nadine qui marchait en tête. C'était des groupes de Maos. Après l'histoire avec le Marocain, elle a disparu.

Aux réunions de Paris, on comprenait pas grand chose. J'étais avec

Fred de Douai, c'était le Marocain Freddy et avec Hocine et Mustapha. Les camarades employaient des mots difficiles. C'était des réunions nationales avec les Maos du Doubs, Lyon, Grenoble, Marseille, Fos-sur-Mer et d'autres encore. On devait être entre 300 et 500. Il y avait beaucoup de femmes chez les Maos. Ils étaient jeunes et intellectuels. Moi j'étais allé à l'école. Heureusement. Pour parler, il fallait lever le doigt ; c'est Pierre ou Denis qui donnaient la parole ; alors demander à un Algérien ou à un Marocain de lever le doigt... Marie essayait d'intervenir, moi aussi, mais c'est plutôt Philippe Creton qui parlait pour le Nord. July, il avait toujours l'air de faire partie de la direction de Paris. On pouvait pas écouter pendant une heure, une heure et demie, c'était trop. Les réunions duraient 2 ou 3 jours. On revenait avec des journaux, des tracts pour les mineurs. C'était déjà difficile d'en donner aux Marocains qui savaient pas lire. Souvent ils les donnaient à des Français qui disaient — qui c'est qui t'a donné ça — et les Marocains se faisaient repérer comme ça. Les auto-collants c'était plus facile. Ça parlait toujours



Photo DR

d'exploitation, de droits, d'appels à la grève, des grèves qui se passaient ailleurs. Moi j'avais dit d'écrire les tracts en arabe : si un Marocain sait pas lire, il le donne à un frère qui va lui expliquer. Ils m'ont dit de les faire. C'était pas possible sans machine. Il fallait les écrire à la main, on allait me reconnaître. J'en ai fait quand même un ou deux. Les houillères savaient que je connaissais l'arabe et le français. Chez les mineurs, il y en avait pas mal qui étaient sympathisants : du côté de Valenciennes 6 ou 7, à Douai, une quinzaine, à Oignies une vingtaine, à Bruay, il y en avait plus.

ON ETAIT TOUJOURS SURVEILLES

On n'a pas fait grand chose finalement. C'était difficile. On était surveillés et suivis presque tout le temps.

Un jour, on est allé à une cité de 150 Marocains à Ulluch. On a donné des tracts à un type avec un rendez-vous pour le lendemain à 10 h. Dans sa chambre, il y avait un autre Marocain. Le lendemain, j'ai senti un danger. Moi, le seul Algérien chez les Marocains avec seulement des Français... Je suis parti voir un ami algérien. On est allés ensemble chez les Marocains sans Marie ; on voulait pas qu'elle vienne. Mon ami m'a dit qu'il y avait des mouchards dans le camp. On est arrivés à 9 h 15 ; on a vu des voitures, une trentaine de voitures de luxe le long de la cité. A l'intérieur, une

centaine de types en costume, trois-quarts, chemise blanche, cravate. On a été encerclés. Mon ami a mis ses mains dans ses poches comme s'il était armé pour leur faire peur. On a dit qu'on venait aider les Marocains pour la carte de travail. Ils ont répondu que les Marocains devaient s'adresser au consulat et pas à nous, ni à nos camarades. Mon ami pesait 135 kg ; il mangeait du cochon, il buvait du vin, il était marié avec une Italienne. Ils ont compris qu'il fallait pas plaisanter avec nous. On est sorti de la cité. On s'est sauvés. C'était dangereux. A Paris, on leur a raconté. Ils ont dit — c'est rien —. C'est comme ça les houillères.

Une autre fois, les Maos ont voulu passer des diapos pour les mineurs et des ouvriers de Denain sur des grèves, c'était une réunion privée. Ils ont transporté leur matériel. On s'est arrêtés devant la grande porte. On est rentrés vers la petite salle à droite ; devant il y avait une voiture de flics et des hommes en imperméables. J'étais le seul Arabe. Ils sont entrés dans la salle. Bruno a dit — on a invité des camarades pour cette projection. D'autres sont là on ne les a pas invités. On sait que c'est des flics —. On leur a demandé de sortir. Ils ont passé les films.

La troisième fois, on est allés voir des mineurs de Valenciennes pour projeter un film sur Renault, une grève. Mon ami algérien m'a conseillé de ne pas y aller. On s'est installés dans une salle des baraquements. Moi j'expliquais en arabe. A un moment, un jeune Marocain m'appelle et me dit — je te connais pas, mais dis à tes camarades que les flics vont venir. Il y avait un petit canal et les Marocains étaient obligés de passer par le pont sur le canal pour aller au village. On a coupé le film, on a dit qu'il y avait un incident au lieu de partir par le pont, on a coupé par une petite traverse avec une planche. Les flics sont arrivés au moment où on partait avec les voitures.

LA DIRECTION DE PARIS

A Paris, on en parlait. Ils disaient toujours c'est rien. Aux réunions c'est Pierre Victor qui faisait l'ordre du jour avec Denis, et chaque fois qu'un type intervenait, il rectifiait, il modifiait. C'est lui qui faisait les conclusions, tout. Les filles surtout ont fait du travail. On faisait des rapports, on les envoyait à Paris et on avait jamais de réponse. Une fois, il y a eu un stage à Sochaux, pendant une semaine. Marie Andrée et Nadine avaient pas été invitées. D'autres qui avaient fait moins de boulot, étaient là. Ils ont beaucoup parlé des problèmes de Lyon ; de Maos qui avaient fait des erreurs. Madeleine surtout avait été critiquée par tous. A la fin de stage, je suis allé voir Marie Andrée, je lui ai raconté. Elle s'est mise à pleurer. On ne lui faisait pas confiance. X

Au camp, j'étais repéré par le chef.

On continuait à distribuer des tracts mais les Marocains voulaient pas faire les grèves. A ce moment là, on a fait les comités de Lutte : l'UNCLA (Union nationale des comités de lutte d'ateliers a été créé en octobre 1972), c'est Daniel, de Palmolive, qui était président. C'était difficile d'organiser des comités de lutte dans les mines. Ça a pas marché. Au congrès de l'UNCLA à Paris, ça a failli mal tourner. Hocine m'a dit que les Maos

se servaient de moi parce qu'on m'avait mis à la tribune. Mais moi, j'étais là pour essayer de comprendre. Le MTA (3), j'étais assez d'accord avec les camarades que je connais Saïd, Moktar, ceux qui s'occupaient de la cause palestinienne. Les Maos, Pierre et Denis, sont venus à des réunions du MTA comme observateurs. Pierre n'était pas d'accord avec les camarades immigrés du MTA. Les Maos étaient là, tout le temps avec nous. Mais le MTA, ils étaient loin, à Paris. Ils venaient pas nous voir.

A la dernière réunion des Maos à Lyon, ça s'est mal passé. Daniel, de Palmolive, a présenté sa démission. J'étais avec José de Dunkerque. Ce jour là, Pierre était presque en dehors de la réunion. Il présidait pas. Ils ont attaqué Pierre. On a annoncé la dissolution du comité de lutte. Tout le monde était d'accord, mais moi je crois que c'est Pierre qui voulait dissoudre l'UNCLA et les autres ont suivi.

Je comprenais pas toujours ce que disait Pierre. Moi, je lui parlais surtout de nos problèmes dans le Nord, et il me donnait jamais de réponses. Il disait — il faut voir avec les camarades là-bas —.

Un matin, j'ai pas trouvé ma lampe à sa place. J'ai vu le chef comptable, le chef du personnel. Finalement, je suis allé chez l'ingénieur. Il y avait quelqu'un dans son bureau. Je suis rentré quand même ; je suis sorti seulement quand j'ai su qu'ils disaient que j'avais été absent 6 jours — à 6 jours on était licencié — et moi j'avais manqué seulement 4 jours. J'ai vu la CGT, ils pouvaient pas me défendre. J'ai déchiré ma carte sous leurs yeux. A la CFDT, ils ont essayé, mais ça n'a rien donné. Les Maos ont dit — on peut faire une grève — ça a pas marché. Je venais souvent voir Pierre ici à Paris. Il disait qu'il fallait attaquer aux Prud'hommes, rassembler des témoins mais j'ai pas eu d'avocats des Maos. Ils m'ont pas aidé. J'ai dû prendre un avocat qu'il fallait payer tout le temps. Les camarades du Nord m'ont aidé avec des conseils, surtout Marie Andrée. Mais c'est les frères algériens qui m'ont aidé avec de l'argent et de l'amitié. Les Marocains et les Algériens m'ont vu licencié, tout seul. C'est à eux que je venais demander de l'aide. Ils ont dit — ce qui t'arrive ça nous arrivera à nous aussi —.

C'est là que j'ai coupé avec les Maos.

J'ai quitté les houillères.

1980 — C'est maintenant seulement que je pense à retourner au pays. Je vais partir.

Propos de Saïd MEREDÉF
Recueillis par Leïla SEBBAR



Photo J-Luc / Sans Frontière

1) Les Maos constituaient la gauche prolétarienne

2) Le MTA (Mouvement des travailleurs arabes) a été constitué en juin 1972. Il a appelé à la grève générale des travailleurs arabes en septembre 1973.

COLLOQUE SUR LES LOIS RACISTES

Pour tous ceux qui sont opposés aux projets de lois, une réflexion s'impose sur tous les aspects de l'application de ces lois. Une telle réflexion, pour être efficace à long terme, doit être large, capable d'associer toutes les forces qui se sont manifestées en opposition aux projets de lois. C'est pourquoi les collectifs contre les lois racistes de Marseille, Aix et Martigues organisent un colloque avant pour but - de favoriser la rencontre et l'échange d'expériences de tous ceux qui se sentent concernés par l'immigration et la défense des libertés : militants français et immigrés, syndicalistes, enseignants, travailleurs sociaux, juristes, journalistes, etc... - d'étudier et de perfectionner l'argumentation anti-raciste - de créer les conditions d'une vigilance par rapport aux lois.

1) *Place et rôle de l'immigration dans la restructuration de l'économie au niveau mondial*: étude du contexte international de la politique de l'immigration qui se met actuellement en place. Y seront abordés le dialogue Nord Sud et l'intégration européenne.

Coordination: Richard Deschryver, La Fraternité, 5-7 Bd. Burel, 13003 Marseille, Tél: 62 28 09

2) *Nouvelle législation et conditions faites actuellement aux immigrés*: étude du dispositif de contrôle et de répression contre les étrangers et leurs prolongements racistes, l'étude du projet d'Ornano. Ce thème pose le problème de la nécessité d'un réseau d'urgence, tel qu'il a fonctionné pour l'affaire des Tuileries, de la liaison entre les moyens de presse, les moyens juridiques, les actions ponctuelles.

Coordination: Serge Koupihian, 49 Bd. de la Glacière, bloc D, Marseille.

3) *Immigration et emploi en France*: Analyse de la place des immigrés dans l'économie, l'économie régionale en particulier. Cela devrait permettre de résoudre la question: En quoi les lois, sans résoudre le problème du chômage, vont accentuer la division du travail et des travailleurs. Coordination: Maurice Netter, Jean-Louis Maltret, Tél: 69 20 11

4) *Information*, avec la participation du journal *Sans Frontières*, 4 bis rue Trinquet, 13001 Marseille. Ce thème comprend aussi l'expression culturelle anti-raciste, l'expression culturelle des immigrés.

Le Colloque se passera au: CENTRE MISTRAL, 1 IMPASSE FLAMMA-RION, SAMEDI 1er MARS DE 9H à 19H.
Inscriptions: 50F (dont 20F de repas). Collectif contre les lois racistes, La Fraternité, 5-7 Bd Burel, 13003 Marseille, CCP Odile Mondon, 5992 40 - Marseille.

Belleville-MENILMONTANT

Un quartier qui agonise

« Belleville-Ménilmontant était depuis très longtemps un coin de détente, de loisirs. Tout Paris venait ici pour s'amuser et goûter à la cuvée belleilloise, une cuvée magnifique. Tiens, tu n'as qu'à faire un tour dans le quartier et noter les noms des rues à combien révélateurs de ce passé... juteux. La rue du Pressoir rappelle les nombreux pressoirs à vin, la rue des Pannoyaux n'est autre que le nom d'un clos de vigne qui fournissait du raisin sans pépin (sans noyaux). Tu vois aussi le Félix Potin de la rue des Pyrénées avant c'était un cinéma, le Radar du 46 rue de Belleville était une salle de spectacles et de théâtre. Les cafés aussi ne sont pas épargnés. En face de la « Vieilleuse », il y avait un bistrot « Le point du jour » qui s'est évaporé aussi et c'est juste à côté du n°72 de la rue de Belleville qu'est née la chanteuse d'origine kabyle, Edith Piaf ».

Une mosaïque

Que reste-t-il aujourd'hui en dehors des quelques odeurs d'épices d'Orient, des Antilles ou du Sénégal qui embaument un paysage désolant, désert et incongru ? Le quartier est en ruine. De nombreux immeubles sont en destruction. Bétonneurs et promoteurs font aujourd'hui la loi. On rase. On rase... et on rase, à la cadence des patrouilles de police qui font la ronde et des marteaux piqueurs qui semblent avoir juré de mettre fin à tout... ce monde-là.

En finir avec un quartier où les frontières ont été abolies entre immigrés venus de divers horizons. Ici l'Arabe cotoie le Sénégalais, le Portugais, le Français, le Yougoslave, l'Italien et l'Arménien. « Je connais au moins 20 nationalités qui viennent prendre un pot dans mon café. C'est rare qu'il y ait des problèmes. On se respecte mutuellement, on se connaît mieux et profondément au fil des jours. Tiens, regarde autour de toi. Juifs, musulmans, chrétiens discutent, rigolent et Dieu sait combien chacun est attaché à sa culture, à son pays ».

C'est pendant la guerre d'Algérie et plus tard pour protester contre des conditions de vie insoutenables que Belleville-Ménilmontant va être marqué à jamais de l'empreinte immigrée. C'est à Belleville-Ménilmontant que se sont tenus les rassemblements impressionnants des immigrés contre le racisme et pour l'égalité des droits. Mais aussi pour soutenir les luttes héroïques des peuples et dénoncer la colonisation et ses massacres (Algérie, Palestine).

En février 1973, plusieurs manifestations ont regroupé des milliers de travailleurs dénonçant la circulaire Fontanet-Marcellin, exigeant la régularisation des sans-papiers. En mai 1973, plus de cinquante-six travailleurs ont déclenché une grève de la faim dans la crypte de l'église de Ménilmontant, pour leurs Droits. Depuis, d'autres rassemblements et manifestations partiront de Belle-

ville-Ménilmontant ou se termineront au Père-Lachaise appelant à la Justice (la mort de Goldman, de Overney) en dénonçant des régimes réactionnaires ou sionistes (Maroc, Israël).

Si Barbès s'asphyxie, meurt progressivement, Belleville-Ménilmontant suit le même itinéraire, agonise. Pourtant c'est dans ce quartier populaire si attachant que l'on retrouvait autrefois cette chaleur humaine, le contact franc des gens qui vous saluent, vous tutoient au premier abord et vous invitent à prendre un pot avec de grands gestes d'amitié et le sourire aux lèvres. Des bistrotiers où la parole est simple et chaude et où les rapports humains ne cèdent pas la place à la bourse, la sécurité renforcée et la rénovation.

Une vraie mosaïque de nationalités aussi ce quartier, Sénégalais, Maliens, Tunisiens, Algériens et Français vivent ensemble. Un quartier SANS FRONTIERE.

Aujourd'hui à 20 h, Belleville-Ménilmontant est quasiment bouclé. L'omniprésence des CRS irrite les habitants, énerve tout le monde. Les immigrés se sentent agressés quotidiennement. Prendre le métro devient agaçant. Une fois sur deux, on leur demande les papiers. Le dernier prétexte en date : la drogue. La rénovation constitue aussi un autre spectre pour les habitants. Entre les expulsions et les contrôles de flics, les habitants du quartier ne sont plus en sécurité. Mais Belleville-Ménilmontant résiste, ne se laisse pas faire. Des comités de défense du quartier se constituent...

l'bol ! Je suis malade des contrôles de flics ».

Du côté de la police, les prétextes de cette haute sécurité ne manquent pas. Derniers en date, la drogue, « trafic et usage de stupéfiants ». Plus stupéfiante en fait sont les explications données par le préfet de police, Monsieur Pierre Somveille, sur les causes de la recrudescence de la drogue et les mesures prises à cet effet. Tenez-vous bien : « Le profil topographique, au tracé ancien de ce secteur, ainsi que l'origine essentiellement maghrébine de sa population, favorisent incontestablement ces commerces illicites (sic). Nombreux sont en effet les éléments de ces communautés qui ont conservé des liens avec l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient ».

Face à cette situation, les services de police exercent en permanence une surveillance particulièrement attentive de l'ensemble de ce quartier mobilisant une partie des effectifs de l'Unité mobile de sécurité du 20^{ème} arrondissement auxquels s'ajoutent en soirée et la nuit des effectifs de la compagnie de surveillance de nuit. Des opérations de contrôle inopinées, assorties de vérifications de toutes natures sont fréquemment effectuées. A l'ensemble de ce dispositif se joignent également des fonctionnaires en civil et en tenue...

La Compagnie centrale de sécurité du métropolitain exerce pour sa part des contrôles dans les trois stations implantées sur le territoire concerné : Belleville, Couronnes, Ménilmontant.

Et monsieur le préfet d'ajouter: « Une action particulièrement soutenue est menée à l'encontre des débits de boissons, des pâtisseries orientales et des petits restaurants nombreux dans ce secteur ».

Rénovation ou expulsion

L'ensemble de ces opérations (tenez-vous bien) a permis au cours des mois de juin, juillet et août 1979 (les grandes vacances) de procéder à l'interpellation de 2186 individus douteux et à la mise à la disposition de la police

judiciaire de 87 personnes pour détention et usage de drogue (sic).

La rénovation constitue aussi un autre spectre des habitants du quartier. Depuis le début du mois de janvier, le quartier est placardé d'affiches annonçant des mesures de rénovation et l'ouverture d'une enquête publique du 17 décembre au 29 février 1980.

Objectif officiel : réétudier les projets de rénovation des Sections Amandiers et Bisson Palikao. Dans les faits, les habitants sont inquiets, certains ont même reçu des menaces pour « déguerpir ».

Pour moi, rénovation signifie expulsion. Je ne tiens pas à ce maudit hôtel meublé, ce taudis où j'habite depuis voilà maintenant 10 ans mais je veux être relogé comme tout le monde.

Les propos de ce Maliens sont partagés par tous les locataires qui vivent en hôtels-meublés. Dans le seul secteur Bisson Palikao, on compte plus de 400 travailleurs immigrés. Le projet de rénovation ne prévoit rien pour leur logement. On ne peut être qu'inquiet et se demander si ce projet dit de « rénovation » ne vise pas tous les immigrés du quartier ?

Qui veut-on tromper

Qui veut-on tromper ? La rénovation n'est-elle pas un moyen d'aggravation des inégalités sociales et un mode subtil de rejet des populations démunies ? La technique est simple : dans un premier temps, on vous demande de « déguerpir » ; ensuite, on harcèle les locataires « râleurs » puis on menace de ne rien verser aux retardataires. Aucune sécurité non plus pour être relogé. Le promoteur n'a qu'à proposer aux locataires un logement n'importe où, n'importe comment pour se trouver libéré de son obligation de les reloger. En cas de refus : c'est l'expulsion et tant pis.

Comme par hasard les îlots dits insalubres touchés par le projet de rénovation sont à forte concentration immigrée. 41% d'Espagnols, 48% de Portugais et 70% d'Algériens habitent ces îlots du 20^{ème}.

Les logements à louer dans le quartier sont rares. La ville s'est réservée 20% de logements sociaux et 175 logements ont été confiés à l'Union des Assurances de Paris pour faire des placements. Mais il ne faut pas se laisser faire même lorsque Monsieur Bergeal, député suppléant de Paris (Belleville-St Fargeau), dit à la Commission de l'Environnement que dans le 20^{ème} il y a trop d'immigrés et que la population n'en veut plus. Il est piquant de relever que les élus de gauche du 20^{ème} tiennent le même discours à quelques centimètres près. Ils parlent d'une « nécessaire répartition équitable des immigrés dans la région parisienne » ! En fait le problème ne se pose nullement en terme de pourcentage. L'histoire de ces dernières années à B.M. a montré que les habitants vivent en relative harmonie. Parce que ce quartier a évolué au rythme de la vie des hommes ! Il n'a pas été conçu de l'extérieur par un plan qui transplante des habitants d'un quartier à un autre sans leur consentement.

Salah El KORTOBI



Aujourd'hui le quartier est mort. L'omniprésence des CRS, les rondes des flics qui sillonnent le boulevard et les rues, les contrôles dans le métro, les expulsions et le spectre de la rénovation sont le lot quotidien des habitants du quartier.

La drogue

A 20 h 30, le quartier est quasiment bouclé, on n'entend plus que les voix rauques des flics qui interpellent les voitures et les rares passants. Le bruit du bus 96 qui escalade la pente de Ménilmontant poussé comme par un démon, le claquement des portes des rares cafés ouverts. Là, les jeunes « tuent » le temps.

« J'ai rien à foutre, il n'y a pas de loisirs dans le quartier pour nous. Je reste jusqu'à minuit pour rentrer dormir et demain rebelle ».

« Non, Alberto, j'ai pas envie de faire le boulevard de Belleville avec toi. Je supporte plus les contrôles, ça me rend nerveux. Pourquoi ne vont-ils pas dans le 16^{ème} ? Il n'y a pas une semaine où je ne suis pas interpellé trois ou quatre fois ; sans déconner, ras

Lettre ouverte à la LICRA

Procès

Le 18 janvier, a eu lieu devant la XVII^e chambre correctionnelle, un procès contre le journal « Sans Frontière ». Le député de Paris, J.P. Pierre Bloch avait déposé plainte contre notre journal.

Au cours de ce procès, deux témoins, membres importants de la L.I.C.R.A. sont venus témoigner contre notre journal.

Dans une lettre ouverte, en attendant les résultats du procès, mercredi 13 février, à 9 heures, nous interpellons cette organisation anti-raciste. Il nous est difficilement acceptable de penser que notre journal peut mourir à cause d'un député U.D.F. soutenu par une « organisation anti-raciste ».

A quoi cela sert de s'exprimer quand les mots eux-mêmes semblent avoir perdu leur sens. Dans la confusion généralisée de cette époque, nous étions conscients de ce paradoxe. Pourtant, nous n'aurions jamais songé que des « anti-racistes » puissent menacer notre entreprise. Nous n'avons pas été surpris d'être poursuivis en justice par le député U.D.F. de Paris. Il est normal qu'un

membre de la majorité au pouvoir, qui soutient un gouvernement qui expulse les immigrés, ait envie de nous faire taire. Qu'un ami de Monsieur Stoléro ou de Monsieur Bonnet ne nous aime pas, cela ne nous surprend pas, mais que des membres de la L.I.C.R.A. aussi prestigieux que M. Braun ou que M. Maurice Weinlierg, viennent lors du procès que nous fait le député U.D.F. de Barbès, témoigner contre nous, cela nous a stupéfaits. Sommes-nous assimilés à des racistes ? Mais revenons à la réalité ou du moins à celle que vivent quotidiennement nos familles. Chaque jour, de France, sont expulsés des jeunes gens qui ont pu commettre souvent avant leur majorité, un délit généralement mineur. Impitoyablement, ils n'échappent que rarement à l'expulsion.

Ces drames humains sont quotidiens : des jeunes gens, du jour au lendemain, sont obligés de quitter leur famille et de rentrer au pays. Cela ressemble, comme le souligne Maître Pitou Cécile à une véritable déportation. Des dizaines d'organisations politiques, syndicales, religieuses, ont dénoncé les conséquences désastreuses sur le plan des droits de l'homme des nouvelles mesures Bonnet-Stoléro. Parce que *Sans Frontière*, depuis sa création, se fait un devoir de dénoncer la politique d'immigration prônée par M. Stoléro et M. Bonnet, il y a les difficultés que l'on connaît. On ne nous pardonne pas d'avoir démythifié le double langage

des hommes du pouvoir. Et c'est peut-être ce double langage qui trompe les membres de la L.I.C.R.A. On ne peut pas, dans le même temps, se réclamer de la défense des opprimés, et exercer l'arbitraire. Rien n'est plus terrible pour quelqu'un qui vit une situation qu'il juge injuste de se voir voler jusqu'à son propre discours. Je m'explique : voilà un député, ou un secrétaire d'Etat à qui l'on ne demande rien d'autre que d'appliquer ou de discuter une politique qui se mêle de s'identifier à des immigrés. Nous n'avons pas certes « le monopole du cœur ». Le but poursuivi est la diminution coûte que coûte du nombre des immigrés. Cette politique est appliquée par Monsieur Stoléro, tout le reste est littérature. Aussi, quand un député quelle que soit sa personnalité soutient cette politique, il applaudit des deux mains à ces mesures, il ne peut qu'attirer nos critiques. Avec Maître Isodore Aragon, président de la Fédération des Bouches du Rhône, membre du C.C. de la L.I.C.R.A., nous souhaitons une condamnation ferme des projets de loi et nous regrettons la timidité de la réaction du bureau national. Nous espérons dans l'avenir vous trouver à nos côtés car rien ne nous sépare. Après tout, ne s'agit-il pas du « droit de vivre » de quatre millions d'hommes ?

KHALI Hamoud

« Droit de vivre », organe de la L.I.C.R.A.

Lettre à Médecins sans Frontière

Trois médecins en frontière

Nous apprenons que M. Bloch, s'il gagne son procès, versera les 50 000 F qu'il nous réclame à l'organisme « Médecins sans frontières ». Or, il se trouve, au

sein du journal *Sans Frontière*, quelques médecins immigrés qui participent à l'effort entrepris pour débarrasser l'immigration. Nous prétendons fournir

dans cette immigration et dans notre pratique quotidienne, un travail qui reste par la force des événements, marginal.

Vous n'êtes pas sans savoir que les problèmes rencontrés par les immigrés, sont nombreux. La décision du député-maire du 18^e arrondissement nous laisse ahuris. Cette initiative a, semble-t-il, pour but une démarche humanitaire. De qui se moque-t-on ? L'œuvre de « Médecins sans frontières » est louable ; nous nous intéressons, nous aussi, à une situation immédiate qui nous touche directement, ce qui n'ôte rien à l'entreprise de soulagement médical qui nous caractérise.

Sans frontières est un journal qui n'est financé par personne, il est né de la volonté de certains de briser le silence qui nous a longtemps entouré. Nous sommes tous, en son sein, bénévoles. Et nous disons que la « magouille » qui consiste à nous faire taire, pendant que dans le même temps, M. Bloch argue d'une finalité humanitaire, nous paraît inacceptable.

Dans cet esprit, nous souhaitons que les mots « sans frontières » ne soient pas, par certaines pratiques sordides, vidées de leur sens.

Youcef BOUSSAA
Nasser KHETTANE
Hamoud KHALI



Chronique des cités 80

GUIDE JURIDIQUE ☆
A L'USAGE DES FORCES DE POLICE -
Rubrique IMMIGRES :
- Ce que vous devez savoir sur les tarifs en vigueur :



A Valenton, dans la banlieue de Créteil, Abdelkader, 16 ans, abattu d'une balle dans la tête pour un prétendu vol de voiture. A Nanterre, les flics tirent sur Fatah, 18 ans, qui voulait forcer un barrage avec une B.M.W. volée. Ils visaient

la tête, ils ont eu l'épaule. Ici, une armurerie a été visitée... A Strasbourg, la sœur de Yazid Naili porte plainte contre Bonnet « auteur moral » des tirs à vue.

«La stratégie Bidalou»

Le juge Bidalou situe son action dans les institutions judiciaires en reconnaissant la souveraineté de la loi. Mais il veut par contre assumer tous ses pouvoirs de juge et refuse l'intimidation des supérieurs hiérarchiques qui affichent cause commune avec la Sonacotra. Action tout à fait individuelle, spectaculaire comme savent l'être les radicaux italiens. Elle apparaît comme le principal pôle d'initiative politique qui se pose donc aussi comme principal pôle d'initiative politique. Action sur le plan juridique qui veut être relayée de manière plus collective tout sur le plan politique tout en aidant les pouvoirs locaux contre le centralisme technocratique.

Jacques Bidalou utilise toutes les ficelles du droit pour pouvoir juger au fond le conflit entre la Sonacotra et les résidents qu'il reconnaît comme des locataires à part entière, en esquivant toutes les procédures de pure forme avec lesquelles la Sonacotra veut enterrer l'affaire. En se référant au droit du travail, il leur reconnaît le droit de grève et déplore le retard sur l'Italie, où les auto-réductions et les occupations de maisons ont amené l'Etat à un embryon de jurisprudence en la matière. Le droit communautaire européen enjoint à chaque juge national d'écarter tous les obstacles clés éventuels à l'application

de la convention européenne des droits de l'homme sur laquelle se base ce droit : Bidalou juge ainsi humainement inadmissible les conditions de logement des résidents d'Hayange, et exige leur réintégration et l'ouverture de négociations, entre la Sonacotra et le comité de résidents.

« Attendu que » l'accès au foyer est interdit aux résidents par les CRS agissant sur ordre préfectoral, malgré ses sept jugements successifs de réintégration aussitôt annulés par le tribunal de grande instance de Thionville, Bidaoulou réquisitionne son tribunal d'instance pour loger les expulsés qui leur restent néanmoins inaccessibles vu le déploiement policier pour les empêcher d'entrer.

Après bien des hésitations, la cour d'appel de Metz a récusé le petit juge, ce qui ne l'empêche pas de convoquer préfet, procureur, médiateurs socialistes du département qu'il a nommé pour engager des pourparlers entre les deux parties, pour une audience le 12 février. Il a déjà posé devant le procureur général de la cour de cassation une requête pour obtenir « un pourvoi dans l'intérêt de la loi » pour annuler sa récusation.

Quoi qu'il lui arrive, sa « stratégie » fait boule de neige : déjà Mitterrand, a pris position pour une large mobilisation en faveur du

juge et des expulsés. Ceux-ci viennent de prendre Vergès pour avocat. Cet ancien défenseur du FLN a déjà manifesté sa ferme volonté de porter l'affaire devant la cour de justice européenne.

Il faut seulement espérer que les expulsés n'en soient pas réduits à compter les points.

MOGNISS

L'entrée en lice de la « stratégie Bidalou », du nom de ce juge qui a ordonné à plusieurs reprises la réintégration des résidents expulsés de leur foyer de Marseille à Hayange, en Moselle, et de la nouvelle orientation du Comité de Coordination qui recentre la lutte dans les foyers sur l'unité des résidents face aux coups de boutoirs de la Sonacotra, ont permis d'en-

«Nous ne signerons pas le nouveau contrat»

trevoir une certaine relance du conflit « le plus long », qui a marqué le pas à la suite des trois mille expulsions de l'automne dernier et en particulier la chute des bastions de Garges et de Nanterre. En concédant la fin de la grève des loyers, qui n'est guère maintenue qu'à Saint-Denis et à Bobigny, le CC n'a pas seulement mis, les chances de négociation de son côté, mais il adhère de nouveau aux préoccupations de l'ensemble des résidents qui, s'ils reprennent le paiement n'encaissent pas de devoir signer individuellement le nouveau contrat de résidence encore plus astreignant que les précédents. La solidarité joue encore et des initiatives sauvages contre l'obligation de signer individuellement ce contrat ont été prises, comme celles des résidents africains de la rue Sedaine qui ont refusé les conditions du contrat préfigurant le projet d'Or-

nano de réglementations des logements sociaux, qu'on a voulu les forcer à signer lors de leur déménagement dans le nouveau foyer AFTAM de la rue Bellièvre. Ils ne se sont pas laissés faire et se sont installés sans signer mais en exigeant l'ouverture de négociations. Les jeunes travailleurs refusent un peu partout les augmentations dans les FJT comme au foyer des Amandiers Charonne et Didot. Ailleurs, la Sonacotra semble finalement accepter la négociation sur la base de la reprise des paiements et des arriérés, à l'exclusion des autres revendications des résidents.

Autant de brèches dans le pessimisme noir prévalant ces temps derniers qui prédisposent à une cohésion nouvelle, à un équilibre de bon augure pour la lutte nécessaire contre le projet d'Ornano.

MOGNISS



Comparaison entre loyer HLM et foyer

Différentes instances judiciaires ont jugé sur le fond le conflit dans les foyers Sonacotra et ont reconnu la légitimité du statut de locataire que revendiquent les résidents : les tribunaux de grande instance d'Ivry et de Bobigny (fin 78), la cour d'appel de Paris en mai 79 et aujourd'hui le tribunal d'instance d'Hayange. Question fondamentale au moment où le projet d'Ornano vise à généraliser le refus du statut de locataire à l'ensemble des logements sociaux. L'Etat veut aujourd'hui tout précariser : à travailleur précaire « hébergement précaire » pour reprendre la formule de la Sonacotra.

Voici les conclusions de l'expert-comptable sur la comparaison entre les prix des logements HLM et des foyers qui non seulement donnent une indication politique susceptible de recomposer et d'homogénéiser la lutte dans les différents logements sociaux en proposant aux délégués l'enquête sur les loyers pratiqués dans les HLM voisins de chaque foyer.

Si on applique les normes de prix HLM (1978) au calcul du loyer et des charges dans une chambre d'un foyer SONACOTRA, par exemple au foyer de Nanterre « Sorbiers », voici les résultats.

NANTERRE SORBIERS	PRIX HLM	PRIX DELMON
Surface corrigée	29,51 m ²	29,51m ²
Prix au mètre carré de surface corrigé par mois	3,30F	100,59F
Loyer	100F	250F
CHARGES		
entretien récupérable		
50% personnel de nettoyage	124F	170F
chauffage		
fluides		
Mobilier	14F	
LOYER PLUS CHARGES	238F	420F
Subvention + péréq.	-69F	-69F
	169F	359F

MOGNISS

La french confection

FR3 a consacré une émission sur les ateliers clandestins de confection : « la french confection ». L'enquête réalisée par M. Honorin a été diffusée vendredi soir, 8 février. C'est la première fois que la télévision parle des sans-papiers des ateliers de confection. Turcs, Yougoslaves, Tunisiens, Pakistanais et Mauriciens, ils sont plusieurs milliers depuis des années à travailler pour le Salon du prêt-à-porter et la mode.

L'enquête d'Honorin a permis aux Français de découvrir les trafics du prêt-à-porter. Ateliers clandestins où bossent des sans-papiers. Fabricants de fausses factures. Elle montre que le « donneur d'ouvrage » est la plupart du temps français et quasiment impuni. Honorin n'a pas rien dit : des nombreuses grèves des ouvriers turcs qui n'acceptent plus leur exploitation, ni des causes qui ont fait fuir des milliers de travailleurs de Turquie, à savoir le fascisme.

Nantes

Etudiants et jeunes immigrés contre les expulsions

Grève à Nantes dans les facultés depuis la fin janvier. Des étudiants en socio, le mouvement à progressivement gagné les facs de Lettre, Science et Architecture, et s'est organisé en comité de grève inter-fac révocable et élu, sans la participation des deux UNEF un peu sur le modèle d'Angers.

Mais les étudiants se mobilisent à Nantes moins sur des échéances universitaires que sur leurs problèmes sociaux : c'est sur le cas de deux ex-étudiants étrangers qui travaillent alors qu'ils ne sont en possession que d'une carte de séjour d'étudiants, donc en situation « irrégulière » et d'un autre qui a repris ses études après avoir arrêté quelque temps, tous trois menacés d'expulsion, que le mouvement est parti. D'où la

rapide liaison avec le collectif Immigration qui s'affaire autour de l'expulsion de deux jeunes immigrés des cités de la banlieue nantaise,

Rachid et Nasser, à qui la préfecture reproche des anciens petits coups. Tous deux sont aujourd'hui cachés quelque part dans la région par des gens du nouveau mouvement anti-raciste qui manifeste à plus de 1200 personnes dans les rues de la capitale de Loire-Atlantique, les lieux publics sont occupés pour réclamer l'annulation de toutes les expulsions : six autres étudiants sont ensuite menacés. Ivoirien, Togolais, Algérien, Turc, Syrien et Marocain, ces étudiants sont défendus par leur organisation nationale respective, qui ont des liens avec les leurs qui bossent en usine. Cecidit, le mouvement n'a pas réussi

à gagner les usines où les travailleurs immigrés se méfient des étudiants tout comme ils condamnent la délinquance de jeunes. Les jeunes par contre, sont enthousiastes pour la campagne de soutien à leurs deux copains. C'est aussi un pour eux que l'ensemble des organisations de lutte prépare un *Rock Against Racism*.

En attendant le mouvement se radicalise à l'université de Nantes où des examens ont dû être annulés suite au mot d'ordre de boycott partiel.

Situation fort différente de celle de Tolbiac ou de Nanterre où le mouvement de grève s'est cassé l'échine sur les examens et la gestion manipulatrice de la lutte par les organisations gauchistes.

L.E.P : Stage à l'usine

« Nous, on veut des tunes. On est OK pour les stages s'ils crachent le fric, sinon on les sèche ou on brique les machines comme au bahut. De toute façon, s'ils s'imaginent qu'on va y aller pour bosser, ils peuvent se mettre le doigt dans le cul. On fera comme les stagiaires Barre qui se font payer à ne rien foutre d'autre que ce qui leur plaît. Même si leur paye c'est la misère, ça vaut mieux que rien, non ? »

A l'école, surtout dans le technique, on sait déjà ce que c'est que le salaire, le pointage, le chômage, mais aussi l'absentéisme, le sabotage et le refus du travail bidon. A entendre les gars des LEP (Lycée d'enseignement professionnel), on les croirait à l'usine depuis déjà longtemps, ou au moins à un de ces nouveaux stages de dix semaines en entreprises que Beullac, actuel ministre de l'Education et ex-ministre du Travail entend généraliser à tous les LEP à la rentrée prochaine, dans le cadre de son projet d'alternance école-usine « pour ouvrir l'école sur la vie (d'usine) ». Or la plupart de ceux qui gueulent, manifestent, et font grève dans leur bahut, avec parfois occupation et affrontement avec les flics ne se trouvent pas encore directement confrontés à ces stages expérimentés jusqu'ici dans quelques LEP seulement. Situation qui ressemble fort au mouvement d'occupation des ANPE et des lieux publics dans plusieurs villes de France impulsé l'année dernière par les lycéens pour poser la question du chômage au sortir de l'école. Les ex-collégiens anticipent donc sur leur avenir social, révélant une maturité, une conscience sociale précoce et exacerbée sur laquelle le discours idéologique a toutes les peines du monde à se greffer. A preuve les multiples difficultés des organisations trotskystes qui malgré leur très massif déploiement de cadres, n'arrivent pas à contrôler politiquement les gars et les nanas des LEP qui affichent avec arrogance leur tronche de loubards, de rockies, de babas ou de « khoroutou » de la bande sans complexe vis à vis du militant austère, aussi décrié soit-il, qui les fait plutôt rigoler qu'autre chose. La « cohérence » des militants n'est plus celle des collégiens : comment ces derniers peuvent-ils sérieusement adhérer au corporatisme enseignant, à une bataille pour la défense de l'école comme institution autonome vis à vis de la conflictualité sociale et dont le seul rôle serait d'assurer l'éducation des enfants ! Refuser les stages parce qu'ils mordent sur le temps d'assimilation d'une « culture générale » et de prépa-

ration des examens, n'est-ce pas une caricature de la revendication du prof qui n'arrive pas à se mettre dans la tête que ses cours sont emmerdants autant qu'inutiles, et que les exams sont une véritable loterie ?

Les collégiens n'ont cependant aucune envie d'en découdre avec les cadres des orgas. « Quoi qu'on dise, ils ont toujours raisons, ils t'endorment. Laisse tomber. Mais des fois qu'ils nous organisent un concert rock, ça mange pas de pain ».

Face au discours lénifiant, cohérent, juste, ils bégaient sans crainte de l'incohérence et de la contradiction, l'intelligence de leur pratique sociale pour satisfaire leurs besoins sociaux et culturels. « La culture générale ? Ça marche si on nous jacte sur la musique, la BD, le cinéma du monde entier et tout. Les polars aussi, mais les vieilles conneries genre Molière, y'en a marre ! Des fois on est obligé d'apprendre leurs conneries par cœur, tu vois, juste la veille de l'examen, puis on récite comme des

bouffons. Le soir on a déjà tout oublié, pour la vie ! »

L'école ou l'usine ? « C'est kif-kif si le patron va nous distribuer des bons points comme à l'école, sauf que l'usine c'est pour un peu d'oseille, non ? Moi je voulais me casser du bahut avec un pote, faire des petits boulots à l'usine, et me balader. J'ai besoin de tunes, si j'en file à ma mère, elle me laisse tranquille côté études, je fais ce que je veux. Ouais, tu vois, le bahut c'est con, on glande, alors on a envie de tout foutre en l'air et de se casser. Mais si l'usine c'est à l'œil, laisse tomber ». La glande dans les CET ? particulièrement dans les secteurs pour jeunes immigrés comme la chaudronnerie, donne depuis longtemps naissance à des comportements comparables à ceux du ras-le-bol de l'ouvrier d'usine : vol de pièces détachées et sabotage des machines. Avec ses stages, M. Beullac ne risque-t-il pas de voir se généraliser dans son école des luttes pour la rémunération des études, pour le salaire sans travail à la production ?

MOGNISS

Du fric pour vivre



Comment sont dénombrés les immigrés

On dispose pour dénombrer les étrangers vivant en France d'une part du recensement de la population, d'autre part, des formalités administratives auxquelles ils sont soumis. Les chiffres du recensement établis par l'I.N.S.E.E. permettant des analyses détaillées (nationalité, sexe, âge, emploi, résidence, etc.), mais ils sont rares, en moyenne une fois tous les sept ans, et sous-estiment le nombre d'étrangers en raison des difficultés particulières de recensement (langue, méfiance, conditions de logement). Les chiffres établis par le Ministère de l'Intérieur sont plus fréquents mais sur-estimés, ils dénombrent des titres de séjour en cours de validité et non des individus puisque les formalités de sortie ou de transcriptions de décès sont négligées.

Les enquêtes du ministère du Travail ne couvrent, quant à elles, que les entreprises de dix salariés et plus, ce qui exclue du champ de l'enquête nombre d'activités dans lesquelles la main d'œuvre étrangère est fortement implantée, notamment dans le tertiaire.

Une quatrième source d'informations provient des enquêtes pour l'emploi de l'I.N.S.E.E., mais qui ne sont pas adaptées à la saisie particulière de la main d'œuvre étrangère.

Entre Octobre 73 et Octobre 76
L'EMPLOI DES Etrangers a diminué de 165000 personnes

Depuis plus de six ans maintenant, des bouleversements

profonds et successifs ont été introduits dans la politique de l'immigration avec, fait particulier, pour un système disposant des instruments nécessaires, une absence régulière de statistiques précises.

La connaissance statistique de l'immigration a toujours été négligée et son imprécision a constamment conduit à présenter des séries contradictoires allant d'un total de 3 500 000 à 4 500 000 immigrés, selon la source. Etait-ce à dessein ? Le fait est que chaque ministère ou autorité s'est servi du chiffre convenant le mieux à chaque usage qui devait en être fait. Or, deux chercheurs, Bruno Courault et Olivier Villey, ont tenté de remédier à ces graves lacunes en partant de l'enquête du ministère du Travail qui est la seule à porter spécifiquement sur la main d'œuvre étrangère (1). Pour ce, il leur a fallu convertir les données de l'enquête dans une autre nomenclature (la nouvelle nomenclature d'activités et de produits -NAP) et rétablir les effectifs en chiffres absolus, c'est-à-dire incluant par extrapolation les salariés des entreprises de moins de dix personnes et par estimation, les autres salariés étrangers exclus du champ de l'enquête (Houillères, S.N.C.F., R.A.T.P., G.D.F., agriculture) ainsi que les étrangers non salariés.

Ce travail a permis de dégager des données nouvelles à partir des deux dernières enquêtes menées en octobre 1973 et octobre 1976. Ces mêmes données permettent un rapprochement intéressant, car 1973 correspond à la fin de la période d'immigration massive et au terme de la croissance économique forte, et 1976 correspond

au début de la nouvelle politique de l'immigration.

Des insuffisances particulièrement regrettables

L'I.N.S.E.E. qui a publié l'étude dans son bulletin d'août 1979 en jugeant comme « particulièrement regrettable » l'état des insuffisances de l'information chiffrée concernant l'emploi d'étrangers qui a prévalu jusqu'alors dans la mesure où : « ... Pour les chercheurs, il s'avère souvent très difficile d'intégrer la variable « immigrés » dans les analyses de l'emploi... Dans l'opinion... se propagent parfois des jugements les plus hâtifs quant aux relations entre l'immigration et la récession économique, entre l'immigration et le chômage, etc. ».

Une forte diminution de la main d'œuvre étrangère

L'étude évalue la population active étrangère à 1 805 000 travailleurs en octobre 1973 (estimation inférieure à celle qui avait été retenue lors de la préparation du VII^e Plan : 1,85 à 1,9 million d'actifs étrangers à la fin de 1973) et à 1 640 900 en octobre 1976, c'est-à-dire avant et après la récession de 1975. Premier bilan donc des effets de la crise économique et de la nouvelle politique de l'immigration sur l'emploi des étrangers : ils se sont trouvés « particulièrement touchés par la crise, et sa

première conséquence : la diminution des effectifs dans l'industrie du bâtiment ». Il en résulte que l'ensemble d'actifs étrangers se réduit de 9% (165 000 personnes). A peu près pendant ce temps, entre le 31 décembre 73 et le 31 décembre 76, la population active totale a progressé de 2,5% (566 000 personnes).

Dans chacun des trois grands secteurs que constituent l'industrie, le bâtiment et les activités tertiaires, l'évolution de l'emploi a été spécialement défavorable aux étrangers. L'étude attribue ceci à la « réduction drastique des entrées de nouveaux immigrés à partir de juillet 74 et à une forte vulnérabilité de l'emploi étranger en période de récession ».

D'après l'étude dont les évaluations les plus solides concernent des salariés du secteur industriel et commercial privé - soit trois quarts des actifs étrangers - il ressort que pour « plus de la moitié, la diminution des effectifs s'est opérée dans le bâtiment, qui est le secteur d'activité dans lequel le volume est la proportion d'immigrés sont les plus importants ». Dans le bâtiment, la diminution des effectifs étrangers est de 99 700 travailleurs sur un total de perte pour le secteur de 113 000 emplois. « L'affaiblissement sensible de la présence étrangère dans le bâtiment (29,3% du total des salariés en octobre 73 et 25,2% en octobre 76) ne s'accompagne donc pas d'une augmentation du nombre des emplois occupés par des Français ». Dans l'industrie, la perte totale pour la période est de 152 800 emplois dont 69 500 occupés par des étrangers. Les industries les

plus touchées sont les suivantes :

- Industries de consommation, sur 115 300 suppressions, 23 000 postes étaient occupés par des immigrés,

- industries intermédiaires, sur 45 400 suppressions, 21 400 emplois étaient occupés par des immigrés,

- dans les industries de biens d'équipement, il y a eu des créations d'emploi de l'ordre de 19 000, mais 20 100 suppressions d'emplois occupés par des immigrés,

- dans deux autres secteurs, il y a eu création d'emplois en 73 et 76 et des immigrés ont bénéficié d'un accroissement de l'emploi, + 10% pour la construction de matériel électrique et électronique professionnel et plus de 59% pour la construction navale et aéronautique et de l'armement.

- pour les services, il est constaté une diminution de 118 000 emplois pour des étrangers pour la période pendant qu'il y a progression du nombre total des salariés de 459 000.

L'étude conclue : « Les étrangers ont donc supporté l'essentiel des suppressions d'emploi sans que cela se répercute sur leur taux de chômage. Certains d'entre eux ont dû se diriger vers d'autres secteurs, mais il est probable qu'une part importante des étrangers touchés par ces suppressions d'emploi, est sortie du territoire. Il n'est pas exclu, d'autre part, qu'une partie des chômeurs étrangers du B.T.P. soit restée en France sans être inscrits comme demandeurs d'emploi ».

A.G.

Les marins du tiers-monde

Peu de semaines s'écoulent dans les ports du nord de l'Europe, sans qu'un équipage du tiers-monde ne se mette en grève. Faisant appel au personnel portuaire et à leurs syndicats, la plupart du temps, les membres d'équipages en grève s'efforcent de profiter du boycott pour arracher de meilleures conditions de vie et de travail à bord.

Le «Tofalos» à St Malo

Depuis le 4 février, l'équipage du cargo grec « Tofalos » proteste contre l'absence d'hygiène et de sécurité à bord de ce caboteur de trente ans. « Il a fallu une heure, dit un délégué C.G.T. pour mettre à l'eau une embarcation de sauvetage.

Le navire est pitoyable à voir. Pompes à incendie et coque sont percées. Les sanitaires ne marchent pas. Les W.C. sont sans eau. Ce cercueil flottant vient du Golfe persique. Il est chargé de soja en poudre, nourriture pour bétail. Il est arrivé à St-Malo, sait-on comment ? Sans radio, ni radar. Il est armé et affrété par une société athénienne, la Iannissos Shipping, membre d'un pool d'armement grec. Les marins ne connaissent pas leurs salaires. Depuis un an et demi, l'équipage reçoit chaque mois une avance de cent dollars. Ils réclament donc la totalité du salaire prévu par la convention collective grecque signée par les armateurs et les syndicats.

Anvers et Dunkerque

Le 14 janvier, un cargo panaméen, le « Montreux », arrivait à Anvers, avec un chargement de grains du Canada pour l'URSS. A peine amarré, plusieurs marins de l'équipage originaire du Bangladesh se précipitaient à Paardenmarkt, au siège du syndicat belge des gens de mer.

En quelques heures, Romi Van Cant organisait le boycott du « Montreux ». Cinq jours plus tard, les agents anversoises de l'armateur allemand négociaient. De pareilles actions se sont répétées à Dunkerque, fin 79. Deux cargos, le « Doppas » et le « Sea Bells » ont connu le sort du « Montreux ». Le premier battait pavillon panaméen, le second pavillon singapourien.

Dans chaque cas, invariablement, l'équipage est originaire d'un ou plusieurs pays en voie de développement et navigue sur des bateaux grecs ou des bateaux immatriculés au Panama, au Libéria, à Singapour ou à Chypre. Ces luttes éclairent chaque fois un peu plus ceux qui suivent les progrès des pavillons de « complaisance ».

Les paradis fiscaux

La complaisance est le phénomène maritime le plus important depuis la guerre mondiale.

Des armateurs et des compagnies d'affrètement soucieux de réaliser de substantiels profits ont peu à peu transféré leurs flottes au Panama, au Libéria ou dans un de ces paradis fiscaux que sont les Bahamas ou les Bermudes. Là, ils sont protégés du fisc et des légis-

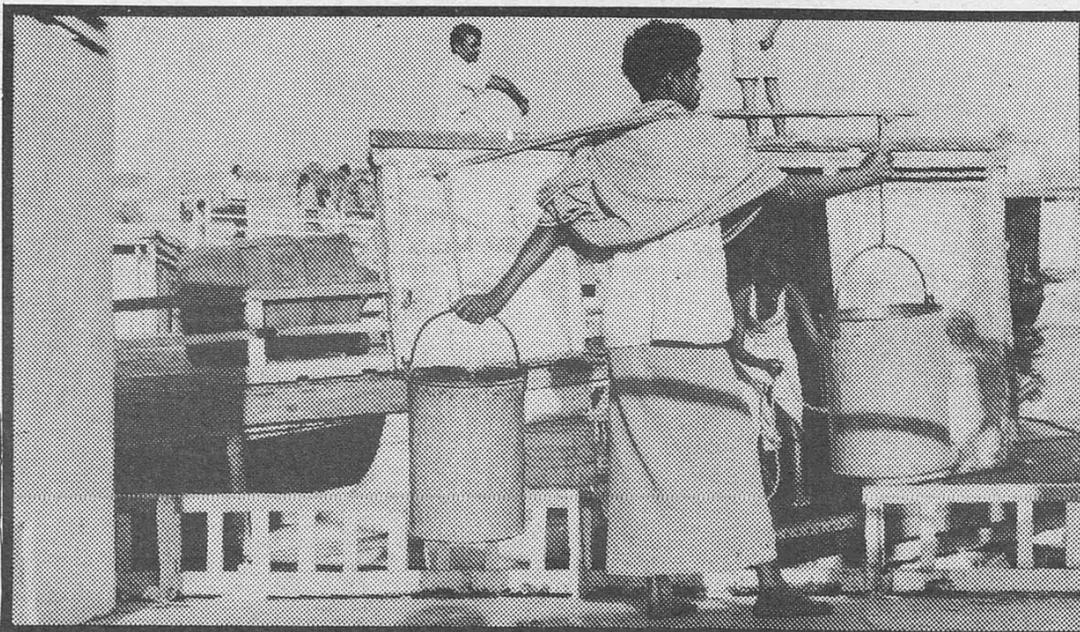
lations sociales avancées. Là, ils ont les mains libres, tant en matière commerciale qu'en matière sociale. Nés de la guerre froide, se développant en marge de la détente dans les zones de conflits locaux et stratégiques, les pavillons de papier, comme on les appelle avec mépris, menacent aujourd'hui les pays occidentaux qui ont « toujours eu une vocation maritime ».

Les esclavagistes
Pour les marins recrutés, une seule loi : celle de la jungle, salaires inexistantes. Des promesses, jamais tenues. Des officiers qui entretiennent la terreur à bord. Des officiers blancs. Ici, les temps coloniaux perdurent. Qui proteste est débarqué au premier port venu. Sur les navires chypriotes, la bastonnade est couramment pratiquée. La nourriture est infecte. Souvent l'eau potable manque. Les marins n'osent pas se révolter. L'armateur leur doit des mois d'arriérés de salaires. Ils ne veulent pas tout perdre, jetés sur un quai sans rien. Sans même un papier. Les flics, partout, les attendent. La prison, de surcroît.

Les esclavagistes
L'armement moderne est resté fidèle à la tradition de la piraterie. Celle du 19^e : des pirates-négriers. Il est vrai qu'au Pakistan, en Indonésie, au Ghana, des milliers de jeunes chômeurs sont prêts à payer pour se faire embarquer.

en décembre 79, il y aurait eu deux cents morts en mer. En Méditerranée, en une semaine d'octobre, 69 morts. Fragments des temps présents.

Ils assurent le transport de tout ce qui s'échange entre le monde industriel et le monde du sous-développement. Les matières premières, les marchandises. Chômeurs recrutés au Sri-Lanka ou aux Philippines, pour échapper à la famine et à la misère, ils acceptent ce que les marins européens refusent. Et ça n'a qu'un nom : l'esclavage. Leur misère aujourd'hui est programmée sur ordinateur, à Manhattan ou à Tokio. Ce sera des années de navigations sans espoir.



«Au Bangla-Desh»

Trois à quatre cents francs laissent rêver des millions de pauvres. Dans les milieux maritimes, on s'efforce d'ennoblir le pavillon de complaisance, surtout le libérien, en établissant une distinction entre les pavillons de « nécessité économique » et les navires « Sous-standards », grecs ou chypriotes, ne satisfaisant plus aux normes minimales de sécurité, parce que trop âgés et non-entretenus. « Il y a pire que la complaisance », dit un responsable du Seamen Club d'Anvers, il y a les Grecs ». Rien à voir, nous dirait-on entre les pétroliers libériens, ultra-modernes, automatisés, et le « Tofalos » présenté complaisamment aux actualités télévisées.

Mobilisation d'ITF

En 1958, l'Organisation internationale du travail, à Genève, a défini un salaire minimum garanti pour les navires marchands. C'est la Convention 109. Pour 79, le salaire du matelot qualifié, fixé par le B.I.T. était de 187 dollars. « Ridicule », disent les syndicalistes européens. Mais à chaque discussion au B.I.T., les jeunes Etats du tiers-monde s'opposent à une augmentation excessive des salaires marins, qui n'auraient plus de commune mesure avec les salaires et les revenus des gens à terre.

Les armateurs appliquent la convention 109. Sur le « Mon-

treux », les matelots recevaient 10.000 F.B., soit 1 400 F. Heures supplémentaires comprises. Sur le « Doppas », les marins indonésiens devaient toucher 6 à 800 D.M. Mais ils craignaient de ne pas être payés.

Tout ceci n'est pas du goût de l'I.T.F., la Fédération internationale des ouvriers du transport, dont le siège est à Londres. Pour elle, un mot d'ordre : « Pas de complaisance avec la complaisance ». La moyenne des salaires européens a donné une grille de salaires, celle d'I.T.F. Obliger par tous les moyens les armateurs de la complaisance à appliquer la grille I.T.F. Le salaire de base prévu par I.T.F. pour un matelot qualifié, able seaman, s'élève à 674 dollars, depuis septembre. Rien de comparable au salaire recommandé par le B.I.T.

L'I.T.F. traque la « complaisance » depuis des années. A Anvers, en trois ans, une centaine de navires ont été obligés de se plier à la volonté de l'équipage et des représentants d'I.T.F. et de signer des contrats I.T.F. En 1977, 4.836.000 livres ont été récupérées par I.T.F. Au premier décembre, 1 250 navires sont sous contrat I.T.F. Au 1^{er} décembre, 1 250 navires sont sous contrat I.T.F. La semaine dernière, les marins du « Montreux » ont récupéré 3,5 millions de francs belges d'arriérés. Ces victoires ont fait tâche

d'huile. D'une escale à l'autre, les marins du tiers-monde se donnent le mot. Ils écrivent pour annoncer leur arrivée aux militants des ports réputés pour leur appui. « Etant trop escroqués à bord du bateau « Anemos » nous... souhaiterions vous voir... au plus vite... pour récupérer notre bien ».

Riposte des armateurs

La riposte des armateurs n'a pas tardé. D'une part, en organisant le recrutement. D'autre part, en poursuivant devant les tribunaux les syndicats trop virulents.

L'armement allemand en choisissant le pavillon du Singapour, a créé des écoles de marins, à formation accélérée, à Manille. Ces nouveaux équipages sont embauchés sous contrats, visés par leur gouvernement. Le modèle philippin a été publié par *The Telegraph* en 77 (voir ci-contre). Forts de telles déclarations, les armateurs ont obtenu gain de cause devant les tribunaux. Les syndicalistes allemands et hollandais ont été les premiers à baisser les bras. Romi, le symbole de la lutte contre la complaisance à Anvers, lui-même, avoue qu'en 79, il n'a mené aucune action à cause des risques judiciaires.

Les états négriers

Aux Philippines, la Pan Fil Co a recruté l'équipage du Sea Bells, bloqué à Dunkerque par la C.F.D.T. Cette entreprise de main d'œuvre, comme d'autres, a une licence délivrée par le Ministère des Affaires Maritimes. L'équipage est loué par Pan Fil Co à l'armateur japonais du Sea Bells, la Sanko Marine Co Ltd, de Tokio. Cette location est garantie dans un contrat par les autorités maritimes du pavillon de Singapour. Le salaire payé par l'armateur japonais s'élevait à 220 dollars par mois pour un simple matelot et à 330 dollars pour un graisseur. L'équipage, composé de vingt-sept hommes était encadré par un capitaine anglais et des seconds yougoslaves.

L'armateur a cédé rapidement aux exigences de l'équipage et de la C.F.D.T., représentant I.T.F. Il ne voulait voir son navire immobilisé, à Dunkerque. Mais rien ne garantit le respect des contrats I.T.F. qu'il a signés. Sans doute, faudra-t-il dans quelques mois une nouvelle lutte pour toucher les arriérés, non payés. Sans doute, une action en justice sera-t-elle possible. Mais les lenteurs de la justice interdisent aux marins du tiers-monde de faire appel à elle.

Des dizaines de marins philippins et indonésiens ont écrit quelques mois après leurs luttes. Les uns ont été condamnés à la prison, parfois cinq ans. D'autres ont dû restituer les sommes gagnées à leur armateur, sous peine d'emprisonnement. Aucun d'eux ne pourra reprendre la mer. Les marins du « Montreux » n'avaient pas d'illusions. A leur demande, Romi a envoyé l'argent aux familles, au Bangla-Desh. Ils savaient qu'à leur retour au pays, ils seront sur une liste noire et n'auront plus le droit d'embarquer.

B.LEHEMBRE

Grèves contre la « complaisance »

Témoignage d'un marin norvégien

« Sur un des nombreux navires norvégiens immatriculés à Oslo et qui naviguent dans le Pacifique, il y avait entre autres, 9 Papous, des Chinois et des Norvégiens.

Les Papous avaient un salaire de 105 couronnes norvégiennes par mois, les Chinois avaient un salaire de 630 couronnes, alors qu'un matelot norvégien, comme moi, touche un salaire de 2200 couronnes, sans les heures.

Devant cette injustice flagrante à l'égard des Papous, 200 dockers de Sydney arrêtaient le travail parce que les Chinois avaient un meilleur salaire. Résultat : les Papous eurent une augmentation de 100%.

De telles injustices ne font pas plaisir à dire... et il y en a beaucoup. Elles ne sont pas dénoncées par le syndicat norvégien, ni par les marines où s'embauchent des asiatiques. Cela ne peut être entendu ni par le syndicat et encore moins par le BIT... »

(Lettres intergroupes, n°62)

Recherche d'embarquement à Hambourg

« A Hambourg, deux nouveaux Pakistanais, matelots, venus directement du Pakistan. Ils ont payé 1500 dollars à une agence pour embarquer, et pour le billet d'avion. Il semblerait que la compagnie, à présent, use de ce procédé, peut-être à cause d'un petit nombre d'Indiens et de Pakistanais au Pirée. D'après l'un d'eux, certains ont dû vendre tout ce

qu'ils avaient, parfois champs, maisons, et faire le tour des parents et des amis...

... Plus tard, un nouvel Indien, oiler est embarqué. Ne pouvant venir en Grèce, il a trouvé une agence indienne à Rome, qui a téléphoné en Grèce, à la compagnie, une fois qu'ils eût payé... » (Juillet 79)

B.VINCENT



Pavillon singapourien

Neuf navires perdus chaque semaine

La Lloyd's a publié le mois dernier une statistique des pertes de navires pour l'année 1978. C'est une hécatombe, comme on n'en a jamais vu en temps de paix. En effet, 473 navires de la marine marchande mondiale ont péri l'année de l'échouement de l'Amoco-Cadiz, près de Porsall, 85 navires ont été détruits par des incendies, 144 par échouement, 36 par abordages, 169 par naufrages. Parmi les unités détruites par le feu, on trouve un tanker grec de 100 000 tonneaux de jauge brute, cons-

truit en 70, l'« Andros Patria ». L'« Amoco Cadiz » était un pétrolier libérien de 109 700 tjb. Au nombre des navires perdus en mer, figure un porte-barge ouest-allemand, « Munchen » de 37.134 tjb construit en 72. Généralement, les naufrages arrivent aux navires âgés (en moyenne 45% ont plus de vingt ans) et de petites dimensions.

La statistique des pertes de vies humaines n'existe pas. Que vaut la vie des gens de mer ?

Lettre d'un galérien moderne

Sur ASFANIA STAR.

« Nous sommes partis le 25 pour la Yougoslavie : dès le départ, et pendant trois heures, nous avons eu des ennuis avec notre ancre. Puis nous mouillâmes au large d'Eleusis et à minuit en route.

Etant passé motorman, je ne sais pourquoi, on vient de me mettre chef de quart. Mon salaire est toujours de 170 dollars : 850 F. Je fais fonction d'oiler, de magasinier, de chef de quart, et parfois de wiper.

C'est assez curieux de faire le quart dans une machine où les bielles, les tiges de piston sont à découvert. Nous grimpons sur une échelle pour graisser les tiges et nous nous armons d'une seringue pour envoyer de l'huile à distance et éviter de se faire coincer par une tête de bielle. Nous stoppons à Pilos, près de Kalamata. Notre gouvernail commence à s'enfoncer. Nous faisons un début de réparation. Nous ne sommes que 2 graisseurs, ce qui n'est pas reposant pour le quart. Le bateau a 22 ans et ferait mieux de s'appeler tortue de mer car il file 9 nœuds. Logement, toilettes, salle de bain sont dans des conditions assez précaires. Je ne sais pas comment marchent les moteurs principaux, mais les auxiliaires ne paraissent pas fiables, microscopiques, ils chauffent beaucoup, les baisses de courant sont considérables quand les grues de bord marchent. L'un a explosé il y a quelques semaines : une soupape étant tombée dans le cylindre ». B.V.

Equipage en grève à Gênes Photo Ansa



Modèle de contrat de la République des Philippines

« Tout homme doit savoir par ces présentes : Moi... marin philippin, citoyen philippin et résidant... aux Philippines, parce ces présentes faites librement et volontairement déclare et fait savoir :

— 1) Que j'ai été engagé par... travaillant comme agent de... son mandataire.

— 2) Que je serai appelé à travailler à bord du... comme...

— 3) Que je remplirai le contrat que j'ai signé avec... dûment approuvé par le gouvernement philippin et sous la juridiction du bureau des affaires maritimes, Ministère du Travail de Manille.

— 4) Que je n'adhérerai pas à l'I.T.F. ou à n'importe quel syndicat dont les actions sont en violation de

mon contrat dûment approuvé pour cette matière, et toute affiliation à n'importe quel syndicat qu'on aurait obtenu de moi serait acquise seulement par une véritable coercition et que je n'y engagerais que pour éviter un retard du bateau et en dernier lieu pour protéger les intérêts de mon armateur.

— 5) Que je tiendrai comme légal et contraignant seulement l'indemnité qui est garantie par... et je tiendrai comme nulle et non-avenue toute indemnité qui pourrait s'ajouter du fait de cette affiliation forcée à un syndicat.

En témoignage de quoi j'ai signé cette déclaration ce jour... dans la ville de Manille, Philippines ».

Les flottes marchandes au 1/7/78

(sources OCDE)

		TONNAGE BRUT	%
Belgique	268	1.684.692	
Danemark	1397	5.530.408	
France	1317	12.197.354	
R.F.A.	1999	9.736.667	
Irlande	110	212.143	
Italie	1694	11.491.873	
Pays-Bas	1238	5.180.392	
Royaume-Uni	3359	30.896.606	
Total C.E.	11382	76.930.135	19%
Espagne	2753	8.056.080	
Portugal	342	1.239.963	
Grèce	3666	33.956.093	
Total candidats à la C.E.	6761	43.252.136	10%
Libéria	2523	80.191.329	
Panama	3640	20.748.679	
Singapour	954	7.489.679	
Chypre	793	2.599.529	
Bermudes	99	1.814.455	
Bahamas	33	84.269	
Total complaisance	8102	112.927.466	27,7%
Reste du monde	42775	172.692.242	42,6%
Total mondial	69020	406.001.979	100%

Ouvrages à consulter

Le scandale des pavillons de complaisance, Ph. Denijot (Editions Maritimes).

Bandière ombra e armatori fantasma, Gianni Vasino (Ed. Mursia)

Liberté de couler à pic, Lucio Cavaldi (RAI, Radio televisione italiana)

Politique maritime CEE, pav de compl. Bruxelles 1979, CES CE



« Sous-standar » grec

L'événement est digéré, explicité, et en définitive désamorcé. Les médias sont passés par là, et tout devient clair.

Communiqués et interviews des milieux officiels, mises en garde et prises de position de la gauche tunisienne se sont succédés à une grande vitesse ; tout le monde fournissant d'une manière ou d'une autre une explication, une analyse. Or, et c'est le premier point qui nous paraît important : *personne n'avait prévu un tel soulèvement.*

Après un affolement réel, que tous les observateurs et les témoins rencontrés confirment, le pouvoir tunisien avec l'aplomb presque naturel des états impopulaires du Tiers Monde, a livré son explication. Elle n'était pas faite pour surprendre, mais par contre (et mis à part l'article de Mohamed Harbi dans Libération), on ne s'est nullement posé la deuxième question de fond : comment ce groupe de Tunisiens composé de jeunes chômeurs immigrés en Lybie ou d'anciens résistants, ayant participé à la lutte anti-coloniale, a-t-il pu se constituer, se définir un but (et pas n'importe lequel) : abattre un régime, et en définir le moyen : la lutte armée.

Cela rappelle étrangement le mouvement armé déclenché (et aussi vite réprimé) au Maroc le 3 mars 73, par Basri et ses amis.

La composition sociale des insurgés, leurs itinéraires politiques, au-delà des particularismes, leur soutien, et enfin la réaction embarrassée des organisations d'opposition sont similaires.

Au-delà de ce parallèle peut-être hâtif, il se dessine une certaine incapacité des diver-



ses oppositions au pouvoir en place à fournir une alternative réelle aux aspirations de liberté des couches populaires.

Ce n'est donc pas un hasard si les membres du commando de Gafsa ne se sont nullement retrouvés dans les stratégies d'opposition qui vont du libéralisme éclairé à l'extrême gauche.

L'impossibilité de tout changement démocratique évidente pour la majorité des gens depuis la sanglante réponse des autorités tunisiennes à la grève générale de janvier 1978, l'absence de toute expression politique des Tunisiens de l'intérieur, la conviction d'un accueil favorable de la population ont sûrement plus soudé et déterminé ce groupe que l'intervention et l'aide lybiennes. Rôle pour le moins obscur de cet état, qui laisse deviner des jeux politiques à l'échelle planétaire, et qui rencontre le scepticisme des Tunisiens. Nombre de témoins nous ont rapporté cette réflexion populaire fréquente en Tunisie ces jours-ci : oui pour la libération, mais pas par Khadafi.

Entre temps, se profile toute une restructuration du champ politique tunisien et les informations commencent à transpirer. Alors qu'un grand nombre d'opposants ont été reçus par Bourguiba, le premier ministre Nouira n'aura pu rencontrer le président tunisien que le 8 février et Sayyah n'a présidé aucun meeting public du Néo-destour depuis le début de l'affaire de Gafsa.

Cette disgrâce probable des deux hommes forts du pouvoir tunisien serait l'occasion d'un retour au bercail de quelques opposants. Reste à négocier le prix de ces retrouvailles, et se pose la question de savoir si les revendications minimum de cette opposition (amnistie, légalisation de quelques partis...) seront maintenues ou abandonnées. On commence déjà à sentir l'effet de ces tractions sur le mouvement social qui s'est développé en Tunisie tous ces derniers mois. L'heure dit-on ici et là est à l'union sacrée contre l'envahisseur.

Les laissés pour compte de ce front risquent d'être nombreux.

Balayez devant vos portes messieurs

Etre tunisien en exil, le 26 janvier de chaque année, ce n'est pas une mince affaire. Mme Soleil a tout prévu sauf le raid sur Gafsa. On a tous entendu parler de ce qui s'est passé « à Gafsa ces derniers jours. Ingérence dans les affaires du pays, disent les uns, aide logistique disent les autres. Ma parole ! L'ingérence devient un mot à la mode par les temps qui courent. L'accusé, comme l'accusateur, dont deux aveugles, l'inculpé le fou du désert. Chef d'inculpation, offre l'objet d'art meurtrier aux hommes les plus doux de la planète, pour déstabiliser la quiétude de la ville minière du paisible sud. L'accusateur : un innocent aux mains d'ange gantées, portant la croix de la paix. La cour une bande de fous jouant aux échecs. Jugements : 411 morts et 100 blessés.

Décidément, le plus grand économiste tunisien Nouira adore à la folie ces deux numéros. Il les a dit, il les répète maintenant, le nombre

des morts est bien sûr supérieur au chiffre officiel, faute d'inflation !

Le chômage dans les pays occidentaux ? Quelle blague la légion ne chôme pas. Quand nos ancêtres sont gaulois, l'aide fraternelle pour ces gens-là, c'est des hélicoptères, des paras, et des bombes. Dans toute cette affaire, l'oncle Sam ne reste pas indifférent. Aide technique attention au ruskoffs ; ils ne sont pas loin ?

Enfin ces Tunisiens reçoivent n'importe quel joujou, et pour n'importe quel prix. L'ingérence en Tunisie c'est la fraternité ; mais l'ingérence en Afghanistan c'est de l'impérialisme, pour la démocratie avancée. Décidément le coq gaulois met toujours ses pattes là où il ne faut pas. Décidément les hommes les plus mous ne savent pas manier les dynamites qu'on leur offre. L'ingérence, de quelle bouche doit-elle sortir pour qu'on la croit ?

FERHAT

GAFSA: l'heure des armes

Gafsa : ville minière du sud ouest tunisien a été le théâtre d'un affrontement sanglant dans la nuit du samedi 26 à dimanche 27 janvier 80 entre un groupe armé de 300 Tunisiens et l'armée.

Ville de 32000 habitants, vivant essentiellement des installations de transformation de phosphate, comme toutes les régions de l'intérieur du pays ne se trouvant pas sur la côte sahélienne elle n'a rien d'une ville touristique.

Lors de la lutte pour l'indépendance, les premiers maquis nationalistes se sont implantés là. Et jusqu'à ce jour Gafsa n'a rien perdu de cette tradition combattive. Les mineurs de phosphate ont été parmi les principaux artisans du large mouvement social qui a précédé les événements du 26 janvier 78 et de la grève générale déclenchée dans tout le pays. Pour la commémoration du deu-

xième anniversaire de ces événements Gafsa est encore une fois au premier rang de la scène sociale. Un rassemblement de plusieurs personnes eût lieu ce 25 janvier 80 au centre de la ville en même temps que d'autres manifestations se passaient à Sfax, Tunis... rassemblant des centaines de travailleurs et de jeunes pour protester contre la hausse vertigineuse des prix. 20% d'un seul coup, alors que les salaires n'ont augmenté que de 3%. Les mineurs de GAFSA sont en grève et le pays est paralysé par des grèves des transports publics.

C'est dans ce contexte que 300 hommes représentant deux générations : de vieux résistants anti-colonialistes ayant fui le pays chassé par la répression et le manque total de liberté instauré par le régime du parti unique destourien mêlés à des jeunes ayant fui à leur tour, devant

l'aggravation du chômage, la hausse du coût de la vie et l'avenir incertain, pour traverser la frontière et aller vers la Lybie qui offre de grandes possibilités de travail et de garantie pour la vie, sont revenus les fusils à la main pour déclencher la révolte armée.

Ezzeddine Chérif est l'un de ces hommes « né en 1929 En 1948, il s'engage pour défendre la Palestine. De retour de la Palestine, il reprend ses études secondaires à Gafsa puis à Tunis. En 1952, il participe à la manifestation anti-colonialiste la suite de l'assassinat de Farhat Hachad fondateur de l'UGTT, de 52 à 55 il participe aux différentes manifestations populaires et aux grèves organisées par le mouvement national et l'organisation des étudiants patriotes « Saouet Ettaleb » (la voix de l'étudiant). Il obtient son diplôme de fin d'études secondaires en 55. En 57, il

obtient un diplôme d'enseignant. Entre 55 et 58, il soutient avec tous ses amis de « Saouet-Ettaleb » les destouriens qui ont refusés et combattu les accords de juin 55. Accords conclus sur la base du maintien des intérêts colonialistes en Tunisie. Après l'écrasement par les forces françaises, que Bourguiba avait déjà à cet époque appelé à la rescousse une première fois, de « L'armée de libération » Ezzeddine se tourne alors vers la révolution algérienne et le FLN. L'indépendance algérienne acquise, il constate avec amertume malgré tout le sang versé durant le conflit 55-58, que tous les acquis de la lutte de libération nationale sont confisqués

Son ami, Akrimi est exécuté, dans l'affaire dite du complot de 62. Il passe de longues années de détention, battu, chaque jour, enchaîné, il tresse « l'alpha » dans les

bagnes de Ghar el Melh et Borg Erroumi. Il a été libéré en 72 et mis en résidence surveillée dans différentes villes jusqu'au jour où il échappe à ses bourreaux et se réfugie à l'étranger ; un longue période d'errance commence pour lui qui se termine le 26 janvier 80 à Gafsa ».

Quelque soit la responsabilité du gouvernement lybien qui a été, sans aucun doute, un pourvoyeur d'armes et la Lybie a été pour ces hommes un terrain de rencontre, les événements de Gafsa resteront avant tout une affaire tunisienne, entre Tunisiens.

Sinon comment expliquer que trois cents hommes armés puissent entrer dans le pays aussi facilement et passer inaperçus. Surtout que Bourguiba se trouvait dans la région et on sait qu'à chaque fois qu'il se

déplace quelque part, la région toute entière est doublement quadrillée par les forces de l'ordre pour assurer sa sécurité. Comment contrairement à ce qu'a affirmé la version officielle dès le dimanche 27 janvier l'armée tunisienne a-t-elle rétabli l'ordre dans la ville et repris la situation en main, alors que jusqu'au jeudi 31 on entendait encore des tirs et la plupart des rebelles se trouvaient encore en liberté et continuaient à se battre, sans l'appui et le soutien actif de la population locale parmi lesquelles plusieurs personnes avaient accepté les armes que les rebelles distribuaient et rejoignaient leur rang. Le gouvernement tunisien essaie tantôt d'accuser un pays étranger d'être l'instigateur de cette attaque, tantôt à la minimiser et à l'étouffer. Voilà plus de dix jours que l'armée et la police aidées par la milice destourienne quadrillent la ville et ses environs, passent les maisons une à une au peigne fin, en l'isolant totalement du reste du pays. S'ils avaient rétabli la situation dès le premier jour pourquoi alors ce blocus cet acharnement contre la population à Gafsa c'est le peuple tunisien qui est visé et non une invasion étrangère.

D'après la version officielle du gouvernement tunisien les assaillants étaient au nombre de 50. L'armée tunisienne serait-elle incapable d'en venir à bout au point de lancer un cri de détresse vers la France, les Etats-Unis et le Maroc. Le chef d'état major le général Boubaker Balma se félicite de la rapidité de l'arrivée de ces secours. De son côté l'ambassadeur à Paris après l'entretien qu'il a eu avec le président français a rappelé que celui-ci lors de son voyage à Tunis en 75 avait déclaré que « la stabilité et la sécurité de la Tunisie intéresse au plus haut niveau la France ». L'ambassadeur a ajouté aussi : « Notre coopération donne donc lieu à des échanges fréquents qui sont parfois adaptés à la situation ».

Ali Abou NAHLA

Survivre est difficile en Turquie, préserver les quelques acquis, se battre pour le réajustement des salaires. Une dévaluation de 98% imposée par le FMI. Manger tous les jours tient du tour de magie quand un salaire d'ouvrier est de 3500 livres à 4500 livres, quand un kilo de viande est de 300 livres, un kilo de riz 110 livres, de sucre 39 livres, etc... Quand on sait cela, la grève de Tarius depuis le 18 janvier prend toutes ses dimensions de vital et tragique.

Le 18 janvier 1980, ils étaient 7000 ouvriers en

grève dans l'usine de Tarius à D'Izmir (fabrique de produits agricoles).

« Le parti de la justice » qui vient d'accéder au pouvoir voulait placer ses « sympathisants », c'est à dire l'entrée dans l'usine de briseurs de lutte. C'est également le licenciement ; le chômage, la misère pour les travailleurs de Tarius.

Ce fut l'occupation de l'usine, à laquelle des étudiants se joignent. Armée et police entrent immédiatement en action. Des dizaines de morts et de blessés.

TURQUIE: Des dizaines de morts

Vendredi 8 février, lors de heurts survenus entre la police et des ouvriers de la Tarius, une trentaine de personnes ont été blessées dont deux par balles. Les manifestants protestaient contre l'action des forces de sécurité qui avaient la veille fait évacuer des locaux et arrêté 600 ouvriers qui refusaient de quitter leurs lieux de travail. 900 personnes interpellées ont été rassemblées dans le stade de la ville.

A Yedikule, banlieue d'Istanbul, un policier a été tué et trois autres grièvement blessés lors de l'attaque d'un commissariat.

Oppression répression sont un état de fait permanent depuis 1922, date de la proclamation de la république, un jour sur quatre l'état de siège est en vigueur.

A PARIS
GREVE DE LA FAIM
CONTRE LE FASCISME
L'Union des étudiants de

Turquie en France, membres de la confédération des étudiants de Turquie à l'étranger annonce une grève de la faim à partir du 18 février contre le fascisme en Turquie, les lois « anti-terroristes » contre toutes les agressions militaires au Moyen-Orient.

7000 soldats américains sont partis en Turquie pour renforcer les bases qui y sont implantées.

Les pages signés avec les USA qui prévoient des bases américaines en Turquie, la suppression de l'embargo sur les armes laissent supposer une préparation de guerre au Moyen-Orient.

L'armée turque qui, jusqu' alors, assumait des tâches politiques, doit retourner dans les casernes pour faire face à toutes éventualités. On comprend donc qu'il faille de nouvelles lois pour permettre à la police et aux institutions de l'Etat de maintenir l'ordre.

L'assemblée a voté un ensemble de lois fascistes : les prisonniers politiques seront jugés par les tribunaux de confiance qui vont appliquer la loi martiale. Les manifestations et réunions sont interdites, toute création d'associations nouvelles également interdite. Les maires ont le pouvoir d'appeler l'armée.

UN LOURD BILAN

3000 mille progressistes tués en 1979 par l'extrême droite. Arrestations massives, perquisitions sans mandat, tortures des suspects. 1711 enseignants licenciés, 4000 étudiants arrêtés après la fermeture de l'association des enseignants de Turquie (TOB-DER). 2500 policiers progressistes arrêtés et une enquête sur 5000 d'entre eux est en cours.

MEHMET

BREVES INTERNATIONALES

Portugal:

Selon une source officielle portugaise, le gouvernement portugais développe une grande activité diplomatique tant à Lisbonne qu'à Paris pour obtenir des autorités françaises des garanties pour les travailleurs portugais qui se trouvent en situation irrégulière. Le 12 décembre, le ministre portugais des affaires étrangères a eu un entretien avec l'ambassadeur de France. A cette date, il y avait, semble-t-il, plus de 20 000 Portugais en situation irrégulière sur le sol français.

Les votes des émigrants

En septembre 1979, les émigrés portugais ont participé aux élections pour l'assemblée de la République dans leur pays de travail respectifs. Ils étaient répartis en deux secteurs : l'Europe et le reste du monde. Leurs votes (en Europe) donnent : A.D. (Alliance démocratique, coalition de droite) : 34 700 voix. P.D.C. (Parti démocrate-chrétien) (droite fasciste) : 4 115 votes ; Parti socialiste : 2 723 votes ; A.P.U. (Coalition du Parti communiste portugais et du Mouvement démocratique portugais, proche de ce parti) : 1 334 votes ; Union démocratique populaire : 338 votes ; M.R.P.P. (groupe réactionnaire s'auto-proclamant d'extrême-gauche) : 222 votes ; Union de la gauche démocratique et socialiste (dissidents du P.S., anciens de la LUAR, etc.) : 159 votes ; Parti socialiste révolutionnaire (trotskistes) : 29 votes. Il y avait 64 133 électeurs inscrits, et 43 620 ont pris part au vote.

Dans le collège des pays hors d'Europe, 59 403 électeurs étaient inscrits et 39 788 ont pris part au vote. Ont voté A.D. : 14 976 votes ; P.S. : 13 500 votes ; A.P.U. : 5 870 votes ; P.D.C. : 2 411 votes ; U.D.P. : 5 870 votes ; M.R.P.P. : 879 votes ; U.E.S.D. : 528 votes ; P.S.R. : 228 votes.

Tunisie:

Vers 9 heures du matin, le lundi 28 janvier 1980, le personnel de la Société Nationale de transport de Tunis a déclenché une grève pour appuyer les revendications suivantes :

— Promulgation d'un nouveau statut, institution d'une prime de risque, institution d'une prime de logement, octroi d'un congé annuel d'un mois.

La S.N.T. et l'U.G.T.T. sur place ont laissé traîner les revendications du personnel ce qui a poussé ces derniers à demander un entretien au ministre des transports et des communications qui a repoussé lui aussi cette demande seulement après la reprise de travail.

Ouganda:

La pénurie alimentaire en Ouganda est devenue très grave, ce qui a poussé le gouvernement ougandais à reporter de deux semaines la reprise des cours prévue le mardi 29 janvier dans les pensionnats, collèges et à l'université. Le ministre des finances a lancé un appel à l'aide internationale pour la fourniture de 10 700 tonnes de céréales par mois.

Maroc:

Dans un communiqué publié à Paris, l'Union nationale des étudiants du Maroc signale l'arrestation d'un grand nombre de paysans à Casbah Tabla, qui ne veulent pas céder leur terre. Des étudiants ont été arrêtés à Rabat et à Fès. Parmi les personnes arrêtées, figure Ahmed Benjelloun, le frère d'Omar Benjelloun, dirigeant de l'U.S.F.P., assassiné en 1975.

Espagne:

Le lundi 28 janvier, les étudiants espagnols se sont mis en grève dans toute l'Espagne pour une semaine afin de protester contre le projet de statut d'autonomie universitaire qui stipule que les étudiants doivent couvrir les frais réels de scolarité qui engendre une sélection par l'argent.

GUIDE PRATIQUE

Le service national en Algérie

loin d'être ça. (Vos témoignages nous éclaireraient davantage).

A Alger, au bureau du service de recrutement concernant les immigrés, voilà les seules informations que j'ai pu recueillir :

— Le bureau du service de recrutement ne se trouve plus à la caserne Ali Khodja, mais à Bal El Oued au 30bis rue Mohamed Abderahmane Mira. Curieusement le service concernant les immigrés s'appelle « service des étrangers ».

— Ceux qui font une première demande de sursis doivent le préciser et joindre un certificat de scolarité. Une carte est transmise par l'intermédiaire du consulat de votre résidence.

— Pour le renouveler, il suffit de retourner la carte accompagnée d'un certificat de scolarité. Celle-ci vous est renvoyée prorogée d'un an. Si elle a été égarée, il faut le préciser afin d'en faire délivrer une seconde.

— Si vous n'êtes plus scolaire, plus étudiant, une invitation à venir retirer un billet ALLER pour l'armée vous sera transmise par l'intermédiaire du consulat.

— Les sursis sont délivrés jusqu'à 27 ans seulement et ce même si vous poursuivez encore des études. Rares sont les dérogations.

— La durée du service est de deux ans (plus en cas de conflit...) dont 6 mois de service militaire (manipulation d'armes, etc...) et 1 an et 6 mois de service civil dans des sociétés, administrations suivant les études

effectuées. Dans ce dernier cas, la tenue militaire n'est pas obligatoire.

— Deux garçons d'une même famille ne peuvent être appelés en même temps. Chacun son tour...

— Le terme « *objecteur de conscience* » n'existe pas.

— Si vous êtes bachelier, impossible de vous faire exempter du SN.

— Dans certains cas des dispenses peuvent être accordées en fournissant les documents suivants :

— Demande manuscrite adressée à monsieur le président de la commission régionale de recours du service national.

— Fiche familiale d'état civil des parents.

— Fiche familiale d'état civil de l'intéressé s'il est marié.

— Fiche familiale des frères aînés mariés.

— Attestation de charge de famille délivrée par le consulat du lieu de résidence.

— Attestation de travail et dernier bulletin de paie de l'intéressé.

— Certificat d'incapacité de travail du père et éventuellement un acte de décès.

— Pour des économies de timbres postaux, tous documents relatifs au service national passent obligatoirement par les consulats du lieu de résidence (retraits de cartes, billets, réponses à vos demandes, etc...)

ANTHEA

La parole aux analphabètes et à leurs amis

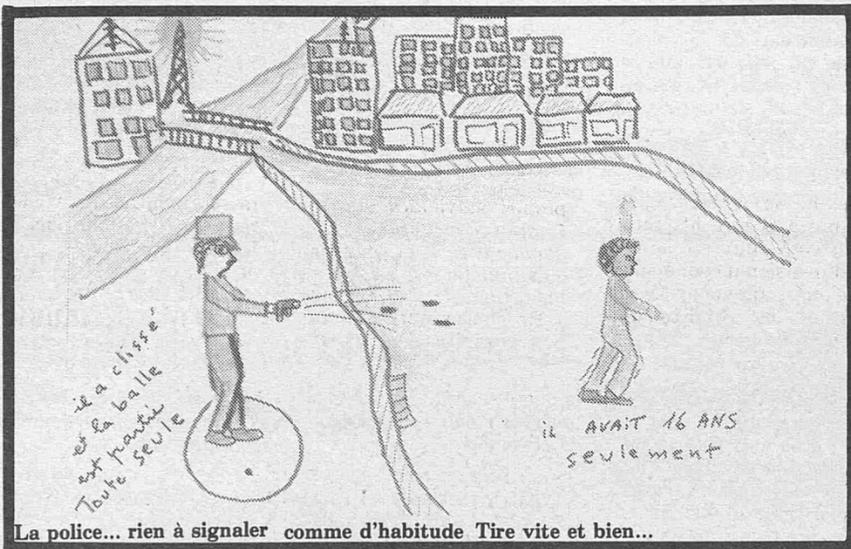
Oui une page pour nous... et pourquoi pas..? La parole aux interdits d'expression. Nous manquons de «savoir». Lequel? Celui qu'on nous a empêché d'acquérir? Mais il nous reste no-

tre sensibilité, notre volonté de dire, de crier ce que nous avons sur le coeur, ce qui est toujours inscrit de silence.

Ecrire n'appartient pas seulement à qui sait. Nous som-

mes là, nous existons.

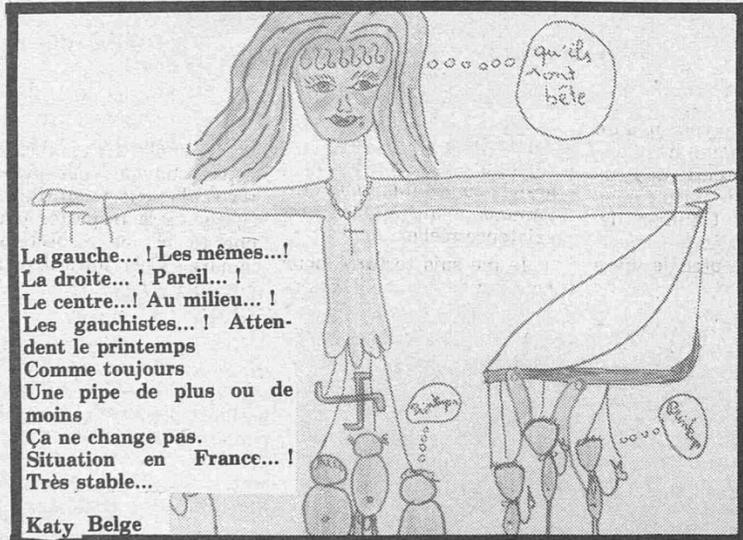
Alors envoyez vos poèmes, vos écrits, vos photos, les graphitis, vos cris. Précisez sur l'enveloppe: «Rubrique des analphabètes».



TRAVAILLONS !
On nous a toujours dit
Que nous étions provisoirement
En France
Non pour faire bombance
Mais pour y travailler.
TRAVAILLONS !
Pour nourrir la famille
Et les enfants restés là bas
Vivant au rythme de nos mandats
Attendant impatiemment
les fins de mois
TRAVAILLONS !
Les congés approchent
Il faut remplir nos poches
Pour faire des cadeaux
Que l'on ramènera en bateau

TRAVAILLONS !
Le gouvernement algérien
sera content
Nos devises au développement serviront
A notre accueil nous aideront
Des maisons nous aurons
TRAVAILLONS
Le gouvernement français est content
A merci il nous exploite
Tire de nous le maximum
Nous payant au minimum
Quand de nous il ne sait plus que faire
Il nous rejette à la mer

TRAVAILLONS !
On nous dit et redit
« Vous êtes les ambassadeurs de votre pays »
Soyons donc bien sages
On nous laissera entrer avec beaucoup de bagages
TRAVAILLONS !
Au retour nous rêvons
Alors ils nous parlent de réinsertion
En prime les Français nous donnent un million
Pour des cons on nous prend
ARRETONS !
Un jeune immigré de Marseille



LEGENDE
Chahine c'est moi
C'est toi
C'est l'autre
Dans un mouchoir
De pagaille
Noue de flics
A nos pas
Je suis vous
Vous êtes moi
Et alors...
La comédie continue
On se tue chez moi
Chez les Viets
Chez vous
Chez tous
C'est pareil
Nous sommes moi
Tu es nous
Tuez nous vite

Parmi nous un autre analphabète

Le sort de l'humanité en général
Sera celui qu'il méritera

Albert EINSTEIN

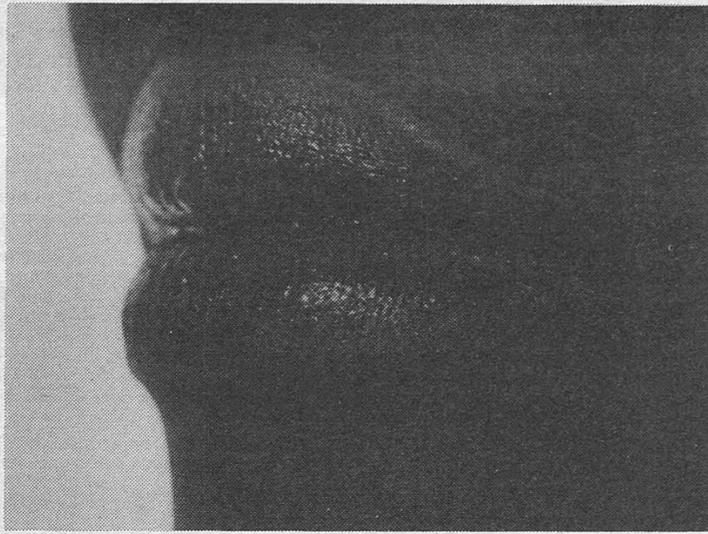


CALCUL	ADJECTIF	VERBE
ADDITION	POSSESSIF	VOULOIR
Un philosophe + un psychologue	Notre, votre, leur	Je veux tu veux... nous pouvons
Plus un psychiatre + un psychothérapeute	Plurie l nos vos leurs : voleurs	VERBE
Plus un démocrate + un bureaucrate	ANALYSE	MONTER
Plus un technocrate + un Socrate	LOGIQUE	Adresser à un grand qui dirige le monde
Plus un phalocrate	Tu ne dis pas ce que tu fais Tu ne fais pas ce que tu dis Alors ! De quoi veux-tu qu'on parle ?	Monte, monte... monte... ! monte encore... ! Alors ? Je t'écoute... !
Egale en tout neuf psychopathes	VERBE	QUESTION
	ETRE	SANS
	Tu es il est... nous en sommes là	Monsieur, monsieur : être monsieur c'est quoi monsieur

CHAHINE

L'AMOUR

Parce-que c'est toi, parce-que c'est moi



Le sexe de l'immigré intrigue, fait parler et sa prétendue « puissance sexuelle » fait trembler le bourgeois qui l'accuse de tous les vices. Qui n'a feuilleté ces revues où à longueur de pages on y parle des histoires d'amour avec des Africains, des Arabes sans que jamais on n'entende la voix de ces derniers. Objet de discours ou de désirs, l'immigré se tait. Un rideau de mensonges et de clichés nous cache la réalité de chacun pour nous donner à voir un immigré anonyme, souvent misérable. Pourtant l'histoire de Rachid, de Pedro ou de Mauricio n'est pas la même et d'autre part immigré existe aussi au féminin.

Lassés d'entendre « mise sexuelle » quand nous voulions parler d'amour, nous avons imaginé qu'il était possible de savoir, de faire parler ceux qui se taisent, de défaire les foudres anonymes et de saisir au passage quelques images, quelques paroles suscitées par le mot « amour ».

Toi aussi peut-être

Je ne t'appellerai pas « mon frère » pour ne pas me glisser dans ce mot et barrer nos différences et je ne veux pas non plus que tu m'appelles « sœur », assurés que nous serions d'une complicité facile sur nos origines, mots prétextes trop souvent utilisés pour ne pas parler de ce qui se noue en moi quand je te rencontre, en toi aussi peut-être, de toutes ces choses qui jusqu'ici m'ont empêchée de te connaître et que j'ai envie de dire.

Dans mon village d'Algérie, entre les maisons, cir-

culait une femme, visage à découvert, toujours seule et que l'on disait ma marraine. Ayant aidé ma mère à accoucher, elle avait sur moi des droits de propriétaire. Son austère célibat faisait l'admiration de tous, de ma mère spécialement. Soucieuse de ma vertu plus que quiconque, elle veillait à mes jeux et se savait habilitée, le jour de mon mariage, à me « délivrer ». Par ses soins, m'expliquait ma mère, j'avais été « fermée », « liée », « marbouta » pour qu'aucun homme jamais ne me pénètre. Bien sûr, il se trouverait toujours quelque garçon vicieux et rusé pour me faire croire le contraire, mais son action resterait vaine : « Ils joueront de toi puis t'abandonneront. Ainsi sont les hommes ».

Premier enfermement, première fatalité de mon destin de petite fille.

Quand ma mère me parlait de l'homme arabe, il apparaissait toujours omnipotent, enfermant filles et femmes dans un commun malheur, les rouant de coups, les abreuvant d'insultes. Et c'était à lui qu'elle me destinait. Mariage-humiliation, mariage-marchandage. Comment imaginer sans angoisse ce jour où je me trouverais entourée de femmes inconnues, nue pour être lavée, préparée ? Et si je n'étais plus vierge ?

Me restait comme alternative la voie choisie par ma marraine, le mythe d'une virginité orgueilleuse et solitaire, une espèce de sainteté guerrière et silencieuse décourageant le mâle, forçant le respect. Piètre solution. A l'âge de sept ans, je m'installais en France, en pleine guerre d'Algérie et l'idée de ce mariage,

« mœurs de sauvages », ajoutant à ma difficulté d'être, venait accrédi-ter l'idée que décidément les arabes sont inqualifiables. Au fond de la classe, j'ai courbé l'échine devant Charles Martel et me suis passionnée pour l'histoire de France qui surtout ne me concernait pas.

Car la France fut séduisante pour moi me permettant d'apprendre à écrire et à rêver. En Occident, on aime. On aime sa fille comme son fils. Hommes et femmes s'adorent, se choisissent, se font des cadeaux, des délicatesses, toutes choses absentes de la vie de ma mère. Les baisers se prolongent sur les écrans de télévision et je me demande pourquoi mes parents ne s'embrassent jamais. Lar-

Ecrans de télévision

mes et retrouvailles défilent sur les pages insipides et répétitives des « bandes dessinées pour adultes » que je devore.

Même si au détour d'une histoire, j'apprends que les « trop » belles, et les « trop » riches, les « trop » intelligentes, les « trop » sont toujours punies, condamnées à une irrémédiable solitude, simples incidents dans la vie du héros, j'emprunte à la pire littérature pour construire cet homme de dimension inconnue dont je n'aurai comme les Catherine et les Brigitte qu'à attendre la venue.

Ma révolte prenait des allures de fuite sentimentale inavouée et de haine. Haine contre toi, l'homme arabe, cause de mes angoisses et de mes dissimulations. Et que dire de ta peau basanée, de tes cheveux crépus quand chez moi on glorifiait les peaux claires et que mes chanteurs préférés affichaient des yeux bleus ?

Séparés que nous sommes...

Plus tard, en prenant pour amant un européen, j'ai cru choisir la tendresse. En toute lâcheté, je n'ai fait que prendre le parti du plus fort. Difficile pour moi de vivre ta condition d'exclu. J'ai cru trouver de bonnes raisons en invoquant les propos galvaudés sur ton compte « les arabes sont phalocrates » et moi qui étais une femme en voie de libération...

En choisissant de perdre ma virginité, je me suis séparée de toi, en toute lucidité et pendant de longues années, je t'ai porté dans ma conscience comme un enfant monstrueux que l'on dérobera à la vue des voisins, me taisant sur les insultes que tu jetais sur mon passage au bras d'un « roudi », révoltée parce que de ce racisme pas plus que d'un autre, je ne veux et notre commune « race » ne fait pas de moi ta propriété.

Pourtant dans les jardins publics désertés le dimanche, j'ai honte, me sens coupable de ta solitude, traître à ton regard de reconnaissance quand j'accepte de bavarder parce que je sais que je vais rejoindre sans toi le confort de ma maison et de mes histoires d'amour pour tâcher d'oublier au plus vite, toi l'arabe, être informe, impersonnel, indissolublement lié à une masse dont je n'accepte de prendre conscience que lors d'une lutte économique, d'un quelconque soutien.

Esclavage extrême où je ne reconnaissais pas à moi-même le droit à une identité particulière, où je jouais le rôle de spécimen-femme-arabe, où celui-là seul que j'aimais, avait un nom, une existence réelle.

Je me suis torturée pour comprendre ce qu'il attendait de moi en dehors de ma grande bouche et de ma peau toujours bronzée. Pour être différente, il m'aurait fallu être inimaginable. Quelle inimitable essence me fallait-il mettre à jour pour satisfaire ses exigences d'exotisme ? Je n'ai rien trouvé d'autre que mes désirs de femme ordinaire et

j'ai souffert de m'être si cruellement trompée, car ici non plus la condition des femmes n'est pas brillante, condamnées que nous sommes à désespérer des lois de la psychanalyse et des agressions quotidiennes du mâle-roi, à cette infériorité essentielle qui m'est toujours aussi obscure.

J'ai cru être libre et je n'étais que colonisée, ma révolte contre toi se nourrissant parfois du plus imbecile des racismes, la honte de soi.

Je me demande : ai je raison ?

Mais tout cela n'aura pas été vain. Aujourd'hui, je tente d'en parler.

J'ai pris le goût des complications amoureuses, des attentions et ne peux ni ne veux m'en priver... et j'ai encore tant de mal à l'imaginer caressant. Par crainte et méconnaissance, j'ai peur de te trouver brutal : je me demande : ai-je raison de penser que la liberté sexuelle que je me suis donnée t'est insupportable, que pute ou sœur, tu ne me donnes pas le choix ?

Face à toi me reviennent les vieilles mises en garde maternelles. Si j'épuise mes nuits dans les boîtes à la mode, j'ai encore bien du mal à danser dans un bistrot de Belleville où ne se retrouvent que des hommes, parce que je sais, comme toi, ce que sont les « danseuses publiques ». Je suis laide dans tes yeux, volontiers baptisée « Négrita ». Cuisante vérité. Chez nous, on les préfère blondes et blanches me diras-tu souvent. Qu'elle soit Française le plus souvent, celle que tu rêves d'épouser, suffit-il à ce que tu la respectes plus que tu ne me respecteras jamais ? Cela suffit-il pour que tu te sentes autorisé à l'aimer ?

Ces aveux ne sont jamais faciles ; ni pour toi ni pour moi et combien de malentendus, de méfiances à défaire pour — l'espoir existe en moi — retrouver un dialogue si longtemps interrompu...

Zoulikha Targui

Et si l'on parlait

« Espaces migrants », c'est le titre d'un magazine audio-visuel qui traite des sujets concernant l'immigration. Dans le n°4, intitulé « Des Femmes », des immigrées de diverses conditions prennent la parole et se racontent. Elles disent leurs difficultés, leurs désirs, leurs déceptions, leurs espoirs. Elles y abordent les différents aspects de leur vie : leur arrivée en France et les espoirs qu'elles ont pu fonder dans leur pays d'origine, puis la dure réalité. L'école : ça sert à quoi demandaient les parents et disent encore certains. L'instruction pour les filles ne sert à rien, sinon à poser ensuite des problèmes au père, puis au mari. Le monde du travail : les analphabètes que leur situation renvoie inévitablement à leur fonction première : celle de « bonne à tout faire ».

Pour les jeunes filles, il peut être d'un peu d'indépendance. Mais le travail est-ce vraiment la liberté, demandent certaines. En tout cas,

leur vie professionnelle est pour elles une préoccupation majeure. Le mariage : celui des pré-adolescentes et adolescentes se résume à des considérations économiques (une bouche de moins à nourrir) et d'« honneur » (une fille de moins à tenir). Et puis cette coutume insupportable pour la jeune mariée : le certificat de virginité que ses parents attendent avec angoisse : le linge de la jeune femme que l'on montre après la nuit de noces. Alors qu'il est scientifiquement prouvé que la déchirure de l'hymen ne s'accompagne pas obligatoirement d'un saignement. Elles posent également le problème du choix du partenaire. De plus en plus de parents admettent que leur fille puisse choisir leur futur mari, mais ce choix doit se limiter à la communauté arabo-musulmane. L'une d'entre elles raconte aussi son voyage-surprise en Algérie. Partie en vacances, elles découvre là-bas la supercherie : elle n'en revient qu'une fois mariée. La

religion : le Ramadhan, la circoncision sont des pratiques perpétuées par les jeunes mères. Par habitude disent-elles. En ce qui concerne le Ramadhan, je crois que c'est davantage une atmosphère, un climat, une chaleur particuliers propres à cette période de l'année. Et puis, surtout, c'est un des moments privilégiés où l'on affirme véritablement sa différence par rapport à l'Occident : le rythme de la vie est modifié, les rapports entre immigrés eux-mêmes sont autres et la solidarité si souvent témoignée apparaît renforcée. Le retour : les problèmes qu'il pose pour les jeunes : l'adaptation au nouveau mode de vie, la langue arabe que beaucoup d'entre eux ne parlent pas. Et puis pour celles qui ont d'abord vécu au pays et qui ont découvert ici une autre mentalité, d'autres types de rapports entre les gens, une constatation amère car elles attendent davantage de la vie : « J'ai raté ma vie... » Ratée ?! Lourd silence. Elle tente de ravalier ses larmes.

En vain : « Oui... Le rêve... Bien sûr par rapport à certains peut-être pas. Mais comme je le ressens, oui. Tout est raté, je n'ai plus grand chose à attendre de la vie. Mon mari n'accepte rien de moi, et moi j'accepte tout de lui. Je n'ai pas de travail, pas de métier ». Ce silence, puis ces larmes remuera certainement chez toutes, ce que nous avons emmagasiné d'interdits, de « non », de lourdes frustrations. Peut-être que ce magazine sera l'occasion d'un début de dialogue hommes-femmes pour tenter de nous expliquer et de mieux nous comprendre ? Ou bien devrons-nous toujours baisser, tricher et accepter de vivre dans deux mondes opposés alors que nos aspirations souvent se rejoignent ? Nous avons tant de choses à nous dire... On peut se procurer gratuitement le montage vidéo en téléphonant à Espaces migrants : 307 59 30.

Dahvia RASSOUL

sans frontière



Photo Catherine Leguay

Le groupe d'études berbères vient de sortir son dernier numéro *Tissuraf* sur les femmes berbères ; titre rouge de sang... Ce numéro concerne les femmes d'Algérie et du Maroc, mais qu'on ne s'attende pas à trouver exclusivement les femmes berbères. Un ouvrage inté-

ressant avec un large éventail de documents. Etudes ethnographiques avec en tête C. Lacoste-Dujardin, et autres cher-

cheurs du C.N.R.S., divers extraits d'études, de mémoires inédits dont celui de Nacira,

interviews et poésies qui nous font découvrir Keltuma et S. Guemriche, forment l'essentiel de la revue où certains textes sont traduits en berbère ou commentés. Les femmes immigrées ne sont pas exclues et même le film *Larmes de sang* y trouve sa place.

Cependant, il eut été intéressant d'éviter ces interventions de chercheurs et voir la femme berbère comme un objet de laboratoire en lui donnant totalement la parole.

Des études ont été faites et contre-faites sur ce thème et la richesse de la bibliographie

— « Moi, je veux être près de la fenêtre ».

— « Bon, pour l'instant, tu t'assoies, on verra après ».

— « Oh ! Salah, c'était pas prévu ça. Pourquoi on n'est pas tous dans le même compartiment ? ».

Ouf ! tuant ces jeunes. Le train démarre, direction Grenoble. Partout, on entend parler de neige, ski, vacances en montagne, pourquoi pas les jeunes immigrés ?

Une rencontre a donc été organisée par les animateurs de « la Maison pour tous » de Grenoble, et ceux du Relais de Ménilmontant à Paris.

Une semaine de ski, dans un chalet à quelques kilomètres de Grenoble, où ces jeunes du même âge pourraient vivre dans un cadre de vacances et entre autres, échanger des

idées. On arrive à Grenoble, Jacques est là, entouré de jeunes plus ou moins intimidés, mais nous souriant pourtant chaleureusement. En signe de bienvenue, une escorte de mobbyettes nous accompagne à la cité, où chaque Grenoblois hébergera pour deux nuits un jeune de Paris.

L'accueil de Grenoble a été très chaleureux ; sans prétendre à une charité, les mamans des jeunes ont offert gracieusement des cadeaux pour les mamans de Paris.

Le surlendemain, on se retrouve tous au chalet, quarante personnes dont six animateurs. Malgré le nombre, une grande ambiance règne même si parfois la purée sent le « cramé », la bonne humeur et les farces sont présentes. Le séjour s'est bien déroulé. Des jeunes ont découvert d'autres jeunes et

« Je n'oublierai jamais cet ami qui, à chacun de ses séjours à Paris, avait besoin d'une semaine pour recourir à l'usage de la parole. Une semaine pour simplement parvenir à me parler de son pays, tant l'autocensure et la pression intérieure étaient fortes. Une semaine pour réapprendre à penser à haute-voix ». Cette phrase, ignoble par ce qu'elle exprime de l'assassinat de la

pensée, cette phrase presque dramatiquement banale de par ce qu'elle pourrait être dite pour tant de nos frères et sœurs de tant de pays, cette phrase montre le chemin que la liberté a pris sur la terre d'Iran depuis ces années de terreur. Journaliste, homme à cheval entre deux peuples - sa femme Shaha est Iranienne - sans frontière oserai-je dire, par choix personnel, Gilles Anquetil a choisi d'ouvrir les yeux, de jouer le jeu de la passion d'un peuple passionné, de poser, au travers de multiples témoignages, les jalons de cette marche cahotante vers une fragile liberté. En opposition au fanatisme désinformateur que nous assè-

ment chaque jour les grands médias occidentaux, sans tomber dans le suivisme complaisant, il nous fait pénétrer dans le conscient et le subconscient d'un peuple qui apprend à parler, d'un peuple qui, telle la circulation automobile de sa capitale Téhéran, nous surprend à passer de l'indiscipline la plus forcenée au respect le plus strict du code au gré des tensions qui agitent le pays.

Décodant devant nous les fils de la politique en Iran, ce livre témoigne des rêves, des certitudes et des crises de ce peuple :

l'université de Téhéran, forum politique avec son air soixante-huitard, les affrontements verbaux et physiques avec les comités Khomeiny, les bidonvilles du sud de Téhéran avec ses bandes de jeunes chômeurs pour qui le cri de la révolution, ce « Allah akbar » fait place aux « mort aux communistes » cette hiérarchie de mollahs, propulsés au pouvoir, aux pouvoirs devrait-on dire, sans préparation idéologique, cherchant dans le Coran ce ciment idéologique, cette intelligentsia laïque mieux préparée idéologiquement mais sans pouvoir,

ces opportunistes, petits et grands profitant d'une révolution qu'ils n'ont pas faite, ces femmes dépossédées d'une révolution qu'elles ont faite. Et puis cette redécouverte de la parole d'un peuple qui retrouve avec fierté son histoire et ses poètes, d'un peuple romantique comme il aime à se définir, mais vigilant où les armes de défense du temps du Chah réapparaissent contre toutes les atteintes à sa nouvelle liberté, où plaisanteries salaces sur les mollahs et éditions pirates de livres font la nique à une censure de moins en moins anarchique. Et l'on voit, par delà l'histoire d'Iran, apparaître en filigrane bien d'autres pays. Superposable à l'effigie honnie du Chah et de sa Savak, celle de ces polices d'Afrique et d'ailleurs, mais

aussi des réflexes de défense, des milliers d'îlots de résistance. Quoi de plus frappant que cet usage international de l'ironie et de la dérision, ce culte de la poésie qui par le jeu des mots accroche ses racines ténues dans une terre stérilisée par le bétonnage économique et culturel de l'Occident.

Certes, l'unité passionnelle

des premiers mois de la révolution fait place aux luttes de tendance. Le danger existe de voir un peuple renvoyé à sa misère sans autre forme de procès. Aux Iraniens de répondre, à nous aussi, gens d'ailleurs de ne pas laisser cette espérance mourir sous l'anathème. Mais quel que soit l'avenir, nous gardons témoignage d'un peuple, de ce qu'il peut faire quand est atteint le degré limite de l'indignation collective. Et regardez, regardez de l'autre côté de la Méditerranée : les braises sont-elles éteintes sous la cendre ?

L.EI MSAFAR

La terre a bougé en Iran, G. Anquetil, Editions Hachette, Paris 1979. Plusieurs livres sont déjà parus sur l'Iran. Citons à titre indicatif *L'Iran contre le Chah*, de A. Faroughi et J.L. Reverier, Ed. Simoën, Paris 1979. *La révolution au nom de Dieu*, C. Brière et P. Blanchet, Ed. Le Seuil, Paris 1979. *L'Iran insurgé*, P. Balta et C. Rulleau, Ed. Sindbad Paris 1979. *Iran, le maillon faible*, collectif Behrang, Ed. Maspéro, Paris 1979.

Femmes berbères

EXPOSITION

(dont la seconde partie paraîtra dans le prochain numéro) suffisait largement au lecteur de pousser plus loin son intérêt s'il en avait envie et échapper ainsi à ces messieurs-dames « les spécialistes » dans une revue qui aurait pu appartenir, dans son entier, aux femmes berbères.

ANTHEA,

groupe d'études berbères, *Tissuraf* 1979 n 4-5, diffusion : librairie L'Harmattan.

Direction Grenoble

correspondent avec eux. Ils ont découvert pour le bien de tout le monde que Paris n'est pas le centre du monde, et que beaucoup de jeunes vivent les mêmes problèmes, s'organisent et « chose extraordinaire » parfois mieux qu'eux-mêmes.

Toutefois, l'intérêt de ce projet de « vacances de neige » n'est rien d'autre que la possibilité pour des jeunes de différentes nationalités, mais de même milieu socio-culturel, de se rencontrer, et communiquer entre eux, et surtout briser l'isolement qui les entourent.

Ce n'est pas fini, car une nouvelle rencontre est prévue pour le mois d'avril, où cette fois-ci ce sont les jeunes Grenoblois qui retrouveront Paris pour une semaine.

A. AMINA
D. MARYSE

Hervé Masson

Peinture figurative ou semi-figurative ? Aucune importance, sinon celle des terminologies limitatives. Ce qui compte, ce qui importe, c'est l'unité fondamentale de l'artiste confronté à des situations différentes - jamais divergentes - le mûris-

sement, la vraie possession de soi consiste à savoir enjamber les cloisons, sans se casser le nez. Le style est un. Le reste n'est qu'un « stylisme », logomachie ». Février 80.

Aline N.

CINEMA

«Genèse d'un repas» de Luc Moullet

Luc Moullet est bien connu pour son travail d'enquête dont l'outil est le cinéma. Son dernier film, *Genèse d'un repas*, est un documentaire construit comme un thriller américain. Un repas ordinaire dont le menu se compose de thon en conserve, d'une omelette et de bananes, est prétexte à une enquête qui vise à dévoiler les mécanismes de la domination capitaliste dans le tiers-monde.

Luc Moullet a donc mené une enquête. Il s'est rendu en Equateur où de grands trusts dirigent la production et la commercialisation des bananes ; au Sénégal et à Boulogne-sur-Mer, où des capitalistes français ont la main mise sur la pêche et la conserve de thon, en Normandie pour les œufs. Il s'est fait expliquer comment la nourriture est distribuée, répartie et surtout, de quel travail elle est issue. Le coût du film a été de quarante millions d'anciens francs, est-il clairement précisé au début.

L. Moullet se met en scène un peu à la manière d'Orson Wells car dans la recherche d'une vérité complexe, le cinéaste doit se mettre en posi-

tion par rapport au film, par rapport au spectateur, par rapport à la vérité-quête tout en décrivant les inégalités, les injustices d'un continent à l'autre, à l'intérieur d'un même pays.

Le choix du noir et blanc est délibéré car il s'agit d'aller à l'essentiel, de ne pas détourner le spectateur sur l'exotisme que la couleur risque de donner au document. Ce qui est intéressant dans le film de L. Moullet, c'est l'efficacité des plans et certaines démonstrations sont saisissantes comme la tromperie de la publicité occidentale sur les matières premières du tiers-monde. Nous exploitons, nous profitons tous ; tout ce que nous possédons est volé au tiers-monde. Cela pourquoi ? Pour manger trop...

Genèse d'un repas, est un film didactique qui, certes, n'a pas la puissance des films de Reynowski et Scheumann, mais cela nous permet de comprendre des mécanismes d'exploitation du tiers-monde et de susciter en nous des questions.

Mohamed NEMMICHÉ

cinéma La Clef

Union des Travailleurs Maliens en France, 89 rue du Cherche Midi, 75006 Paris.

Nous informons l'opinion publique que des travailleurs maliens, habitant à Ivry, 91 rue Victor Hugo, ont été attaqués, illégalement, (*Ah bon c'est qu'on peut se faire attaquer légalement*), par des gendarmes d'Ivry, le jeudi 24 janvier 1980, à 18 heures.

Cette attaque ouvertement raciste a duré une heure et a fait de nombreux blessés, dont deux grièvement atteints qui ont été hospitalisés à l'hôpital de la Pitié et à l'hôpital Kremlin Bicêtre.

Face à cette situation critique, l'UTMF juge inacceptable voire inquiétante, que de telles agressions soient commises, et par une force publique.

UTMF demande à l'opinion publique de manifester son soutien total à la cause légitime de l'ensemble des travailleurs.

Amnesty International

Le lundi 4 février, Amnesty International a publié le témoignage de deux survivants échappés de camps de détention secrets en Argentine. Les deux hommes Oscar Alfredo Gonzalez et Horacio Cid de la Paz ont passé quinze mois dans plusieurs de ces camps, après avoir été enlevés à 15 jours d'intervalle en novembre 77. Ils sont passés par cinq de ces camps et ils donnent de nombreux détails sur des centaines de prisonniers qui sont sans doute morts, pour la plupart, maintenant. Leur témoignage, ajouté à la liste des personnes retrouvées mortes et à celle des portés disparus, jette un jour nouveau sur le sort probable de milliers de citoyens argentins qui ont disparu depuis trois ans. Une délégation de l'organisation des états américains s'est rendue en Argentine en septembre 79 pour enquêter sur place sur les disparitions que les organisations de défense des droits de l'homme dans le pays estiment à plus de 15000.

A l'occasion de l'ouverture à Bafoussam le 12 février du congrès national de l'Union Nationale Camerounaise (UNC), Amnesty International tient à attirer l'attention sur la situation des droits de l'homme dans ce pays.

Paris

Musique et Danse

Théâtre de la Ville 18H30, du 12 au 23-2-80, le groupe chilien Illapo, musique pour interpeller le printemps.

Théâtre Oblique (76 rue de la Roquette, 11ème), du 29-2-80 au 1-3-80 (20H30), 2 mars 16H, 4 au 6 mars (20H30), les ballets Kodja et Jean Loulondo dans « FWA-Congo » (musique et danse du Congo) en collaboration avec l'ADEAC.

Centre culturel de la Communauté française de Belgique salle de spectacle, 12-13-14 février (20H45) Pierre Raspat, chanteur d'origine wallonne pour la première fois en France.

Myriam Makeba à l'Hippodrome de Pantin, Porte de Pantin, 28 et 29 février (20H30), Deux récitals exceptionnels, tarif 50F.

Théâtre Noir 23 rue des Cendriers, errance : mise en scène de B.S. Rosette avec Lisette Malidor, jusqu'au 20 février, 23 rue des Cendriers 20ème. (Chercher page dans l'interview).

Exposition

Expo photo FNAC, Forum des Halles, du 12 au 24 février, « Le Portugal et ses œillets », organisé par un collectif de photographes.

Expo peinture au Centre Culturel Iranien, 11 rue de Tilsy, 75017 Paris. Une exposition de peinture arabe du XVème siècle qui durera jusqu'au 8 mars 1980.

Au siège de l'Association de Solidarité Franco Arabe, 12 rue Augereau. Expo de photo et de dessins d'enfants palestiniens. ouvert toute la journée jusque fin février.

Jusqu'au 15 février, Exposition « Broderies et parures de Bosnie Herzégovine au Centre culturel yougoslave. 123 rue St Martin 75004 Paris. Tél. 272 50 50.

Mercredi 20 février de 17 heures à 21 heures. Vernissage de l'exposition de peinture Eugenin Demnievska.

Cinéma

Cauchemar de Chahine passe au « Cinéma en marge » Porte de la Suisse, 11 bis, rue Scribe. Paris 9ème. Le mercredi 13 février à 18 heures. Entrée gratuite.

Projection spéciale. Films documentaires yougoslaves. Le mardi à 15H30 au Club 13, 15 avenue Hoche (75008 Paris. (en français).

Théâtre

Du 1er au 8 mars au **Théâtre Oblique, Théâtre du Macadam** : Ça va, ça va très bien avec Habib et Marie Pierre.

9 mars : **Journée sur la femme immigrée, la culture immigrée et les lois Bonnet-Stoléru**, avec intervention du MRAP La Cimade, Inter Service Migrant, l'association de la Goutte d'Or, Sans Frontière.

Avec la participation éventuelle de Kahina (théâtre) Fatiha (mime), Zolehta (danse), South (Chant), Avasséva (Poésie), un film document « Les femmes ».

De 14 à 22 heures au **Théâtre Oblique**, 76 rue de la Roquette, Métro Bastille.

Théâtre noir 23 rue des Cendriers, présente « Les enfants de Zombie » d'après Georges Desportes adaptation et mise en scène de

AGENDA



Benjamin JR du 23 février au 30 mars à 20H30.

fêtes

Fête de la Nouvelle Lune samedi 16 février à partir de 20heures, entrée gratuite, au 163, rue du Chevaleret Paris 13ème, métro Chevaleret, buffet bio permanent et animation musicale.

Banlieue

Choisy le Roi 22 février : Atalwalpa Yupanqui.

Grigny MJC Maison pour tous, 9 février 21H, Guy Bedos.

Suresnes Le 14 février entre 12 et 14 heures. Ballets Kodja.

Le 20 février conférence sur la musique en Afrique Noire, par Francis Bebey.

Nanterre Salle des fêtes : le 22 février à 20H30, Niama Makalou, et ses musiciens.

Aulnay sous Bois bibliothèque Elsa Triolet. 19-2 au 1-3, Exposition des « 99 miniatures d'Al-Wassih ».

25-2 au 20-3, exposition « Jazz à la Nouvelle Orléans, réalisé par le jazz club de France, à la bibliothèque Dumont.

26-2 au 10-3, exposition « Imagerie populaire en terre d'Islam » à la bibliothèque Natha Caputo.

26-29 février, ateliers pour les enfants des écoles de création d'instruments de musique animés par le luthiste Fawsi Al Aiedy.

Ateliers pour les enfants des écoles de Calligraphie arabe animée par Hassan Massovdy.

Issy les Moulineaux Farid El Atrache dans un film musical à la MJC d'Issy. Le vendredi 22 février à 20H30 et le samedi 23 à 15H30. Tél. 554 67 28.

Province

La Rochelle Maison de la culture, 29 février : Julos Beaucarne.

Lyon : Auditorium Maurice Ravel, 13-2-80, L'art musical Ruyay de Bolivie, 15-2- Claude Nougaro.

Toulouse Un mois sur l'Afrique du 1er au 3 mars, pour une véritable information sur les problèmes du développement, pour une solidarité efficace à l'égard du Tiers Monde. Exposition film débat dans toute la ville, (MJC Foyer des Jeunes, Club Unes co, Hall FR3...) organisé par le Comité contre la Faïm et en collaboration avec l'ADEAC.

ARRAS Théâtre municipal, 19 février : Claude Nougaro.

Amiens. Journée cinématographique contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples. A Amiens et dans sa région, organisé par un association locale au 44 rue des Trois Cailloux, 80000 Amiens, Tél. 91 78 31, poste 371 et 372, Renseignements à Paris, 120 rue de St Ouen 2ème. Tél. 233 09 57.

Aubagne Centre culturel Commune d'Aubagne, du 1er au 27 mars, salle des expositions. Exposition collective de Plasticiens arabes, Hassan Massoudy, Fatih Rahou, Ahmed Ben Diab, et

Nacer Klemir (Calligraphie, peinture, peinture sur verre, masques, dessins).

Samedi 1er mars à 18H à la salle des fêtes, « Les enfants du Polisario ». La projection de ce film sera suivie d'un débat. Thème du débat : la création contemporaine arabe, la place des créateurs arabes exilés ou immigrés.

Marseille Exposition de peinture du poète Farid Laribi à Hom Art, 6 rue des Trois Rois, jusqu'au 17 février.

Maison de l'étranger 8 et 16 rue Antoine Zattara, Marseille présente « Zoom sur le Maghreb » rencontre autour du cinéma arabe du Maghreb du 15 au 24 février.

Vendredi 15 février 20H30, « Chronique des années de braise ». Samedi 16 février, 15 heures, « Noua ».

17H « Et demain », 20H30 spectacle musique Hédi Guella.

Dimanche 17 février 15 heures : Sejnane.

Mercredi 20 février 15 heures : Omar Gatlatto (entrée gratuite).

Samedi 23 février 15h : les enfants de l'ennui. 17 heures : les femmes en Algérie. 20H30 : Les pêcheurs.

Dimanche 24 février : 15 heures : Alyam Alyam. 17 heures : débat animé par Ali Galem et Miloud Mimoun.

Dérives

LIVRES/REVUES/CINEMA

Droit et liberté revue du MRAP sort un numéro spécial en mars, « Cinéma et racisme dans le monde ».

Vient de paraître « Combat réunionnais », deuxième quinzième de janvier traitant du problème des femmes réunionnaises et de leur difficulté des Comores, lutte des cheminots etc... en vente dans les librairies parallèles ou à cette adresse : BP 54 Bois Colombe 92270

L'Office municipal des migrants de Créteil vient de publier une brochure sur « Le rôle économique des travailleurs immigrés et leurs revendications » un débat a eu lieu le 4 mai 1979 et a mis en évidence le rôle essentiel joué par les travailleurs dans l'économie française. Cette première publication de l'OMMC est en vente au prix de 18F (10F jusqu'au 18 février) à l'office municipal des migrants de Créteil.

On vous signale un film : « Regarde, elle a les yeux grands ouverts » réalisé par le MLAC. Ce film est une provocation à la vie. Une vie qui nous appartient, un rappel qui fait du bien et auquel il faut à tout prix répondre. Cinéma Saint-Séverin. 75005 Paris. M° St Michel.

Nous avons vu à la rédaction un livre de Moïse Maca « Les Français sont-ils racistes ? ». A la Première universelle, 3 bis, quai aux Fleurs, Paris 4ème.

On vous signale (en retard) la parution de la Revue de A. Mal. Vous trouverez dans la poésie, décor du quotidien, l'enfant, l'Islam, le Coran, la pensée musulmane, la santé des migrants, la calligraphie à arabe.. Spectacle Warda. West

Indies de Med Hondo.

Vous pouvez écrire et demander ces numéros à la librairie Rumeurs, 49 rue Soubise, Dunkerque 59140.

Nous avons vu l'APL, journal d'information régionale de Nantes. Dans ce numéro la contraception, l'université, les expulsés de Nantes de la BD et pleins d'infos. APL : 26 bis bd Schumann, 44300 Nantes. L'abonnement n'est pas trop cher.

Chômage, inflation, multinationales enjeu du développement des peuples, conférence débat, UCODEP échange Tiers Monde, animé par Bertrand Bellon, vendredi 22 février à 20H45, 4 rue JP Timbaud à Courbevoie.

Télévison

Emission mosaïque. Diffusion du dimanche 17 février FR3 10H30 à 12H.

Les nouvelles de l'immigration. L'inventeur, reportage de Mohamed Meb Toul : un travailleur immigré portugais, mécanicien à Nantes la Jolie depuis quinze ans, vient d'inventer un nouveau procédé de turbine éolienne.

Annonces

Kahina recherche Volkswagen, 8 places pour ses déplacements. Pas plus de 6000F. Téléphoner 246 33 13, le matin, en demande Louisa.

Cherche robe de cérémonie orientale typique « Qui soit très habillée », c'est à dire assez belle pour une « Tesdira ». Donc très belle robe, taille 40 soit tunisienne, marocaine, syrienne, lybienne ou même un peu hindou, prix pas trop cher, prix Sans Frontière ». Ecrire au journal qui transmettra.

Je constitue un dossier particulier aux difficultés de scolarisation des adolescents maghrébins. Si vous possédez des documents je vous serais très reconnaissant de me les faire parvenir. Bertrand Catherine, 26 rue Kléber, 21000 Dijon.

Je constitue un dossier sur l'Islam en France, envoyer ce que vous possédez comme documents, photos chez Annie Gouin, Cité Gallia, 1 boulevard de la Victoire, 67084 Strasbourg Cédex.

Ex-instituteur adorant les enfants, très seul et pourtant le cœur plein d'amour, aimerait rencontrer une petite bergère idéaliste, généreuse et douce qui se moque du fric, une maman avec jeune enfant serait la bienvenue, la couleur de la peau m'importe peu, je me sens une âme de citoyen du monde. B. Boucourt, BP 16-76800 St Etienne du Rouvray. Tél. (35) 64 40 06.

Papon cherche trois passagers et un deuxième véhicule pour voyage vers Tamanrasset, Agadir, Niamey. Frais de voyage payé ensemble. Ecrire à Papon pour ce voyage vers le soleil. 97 rue du Moulin de la Ville, 93600 Aulnay sous Bois.

Désirons créer groupe jeunes filles en vue discussions, problèmes femmes. Contacter Melle Ayadi Fathia, Centre Social, 18 rue des Salmoneries. 45140 St Jean de la Ruelle. Orléans.

L'envergure des violations des droits de l'homme au Cameroun demeure très préoccupante. Les opposants politiques sont détenus, sans le moindre chef d'inculpation et sans procédure judiciaire, dans les camps dits « d'internement administratifs », directement sous le contrôle de la présidence.

LES EVENEMENTS DE GAFSA

REUNION /DEBAT

autour de quelques questions. la Tunisie à la française, ce pays ou nous dit-on, les roses se

cueillent même dans le désert, est à la une de l'actualité.

Gafsa a remplacé Djerba les hommes armés ont fait craquer le masque du soleil et de la douceur de vivre.

Gafsa: un épisode de la riva lité des grandes puissances dont le peuple Tunisien ferait les frais, ou l'amorce d'une lutte armée contre

le régime destourien dans une région aux solides traditions de résistance. Comment expliquer l'intérêt aussi vif de la France pour la Tunisie?

Qui est la résistance armée Tunisienne? Les amis de la Tunisie en lutte organisent une Réunion-débat le jeudi 14 février à 20h30? 14 RUE DE Nanteuil,

Réunion générale, Conférence de presse le samedi 16 février, à 15 heures à l'AGECA 177 rue de Charonne, M° Alex. Dumas. Avec présentation d'une interview filmée de Bouaziz du dossier juridique, de témoignages en faveur de Bouaziz.

Hédi Sallami, un ami de Sans Frontières, vient de mourir à l'âge de trente ans. Il laisse sa femme Najette et ses enfants Hachem (2 mois) et Hendo (12 ans) dans le besoin. Pour les soutenir dans cette épreuve difficile, envoyez vos chèques ou mandats à Najette Sallami 18, rue de Bretagne Grand Chaumont 25200 Montbéliard.

LISETTE MALIDOR

« Ma mère est une île »



Photo J.P. Durieux

On l'imagine déesse du music-hall, star inaccessible, mais on la voit rentrer dans la beauté de la simplicité sans plume, ni paillette, le crâne rasé.

Meneuse de revue pendant cinq ans au Casino de Paris, puis au Moulin Rouge, Lisette Malidor, d'origine martiniquaise, a quitté le music-hall en 1978 pour se consacrer à ses passions : le théâtre et la poésie.

Après avoir tourné aux côtés de Klaus Kinski, « Zoo zéro », un film qui n'a pas laissé de souvenir impérissable, Lisette Malidor a passé l'année 1979 sur les planches d'un théâtre. Elle a joué « La Ville »

de Paul Claudel, mise en scène d'Anne Delbay. Pour son premier spectacle, « Errances », Lisette a choisi les poèmes de la littérature noire : Senghor, Césaire, Damar, Rabémanpara. Accompagnée par une flûte, des percussions (admirablement bien jouées), une sanza et une harpe, elle parle, danse et s'interroge : dilemme d'une femme déracinée à mi-chemin entre sa terre natale et sa terre d'adoption, errance que Lisette Malidor, émigrée elle aussi, vit avec intensité.

Nous l'avons rencontrée au « Théâtre Noir », nouveau lieu de culture noire à Paris. Elle a bien voulu répondre à nos questions. N.M.

— S.F. : Pourquoi et comment es-tu venue en France ?

— Lisette Malidor : J'habitais la campagne à Saint-Joseph (Martinique) avec mes parents ; je suis venue ici attirée par une fascination transmise par une tante. A quatorze ans, j'ai trouvé une famille blanche qui m'a payé le voyage pour que je garde leurs enfants. J'ai pris le bateau car il n'y avait pas l'avion. Mais quand je suis arrivée ici, j'étais très surprise : c'était la gare de Lyon, grise, la boue, les gens étaient nerveux ; ils marchaient vite, je ne savais pas pourquoi. Ce n'était pas vraiment le Paris rose que je voyais comme dans les contes. Car pour moi, Paris était sans tache, l'endroit parfait, le paradis quoi. En plus cette famille habitait Pontoise, un monde tellement différent. J'étais seule, désemparée mais avec les trois cents francs que je gagnais, je devais rembourser mon voyage. Au fur et à mesure que je me développais, cela devenait difficile. Les coups de foudre, les chagrins d'amour, les tentatives de suicide. Les patrons ont dit qu'ils ne pouvaient pas me garder. Il me fallait trouver un parent pour m'accueillir car je n'étais pas majeure. Un de mes oncles a signé, et je suis venue à Paris. Mais j'étais jeune, sans métier, sans diplôme, seule. A force de chercher du boulot, j'ai atterri dans un laboratoire pharmaceutique à trier des pillules. C'était épouvantable. Les pillules m'angoissaient. Comme j'étais croyante, je suis allée chez une bonne sœur qui m'a trouvé un travail chez un médecin à répondre au téléphone. Après trois ans, j'en ai eu marre. J'ai découvert que j'aimais la coiffure et tout ce qui touchait la beauté de la femme. J'étais fille au pair et l'après-midi je préparais un diplôme d'esthéticienne manucure. A la sortie de l'école, je me suis mise à chercher du boulot mais j'étais noire, c'était difficile. Je hantais tant et si bien le bureau de placement qu'un jour on m'a engagé pour remplacer une fille malade. C'était le 16^{ème}, un salon bourgeois.

— S.F. : N'as-tu pas eu des problèmes en tant que femme noire ?

— L.M. : Bien sûr, surtout à cette époque. Très peu de

femmes noires travaillaient dans les salons pour les blancs et certaines clientes étaient choquées, d'autres flattées.

Après ce remplacement, j'ai travaillé dans un salon à Deauville, puis de nouveau à Paris pendant trois/quatre ans. Et puis j'ai eu envie de revoir mes parents, mon pays. Mais le voyage était si cher que j'ai décidé de travailler aussi le soir, alors je vendais des programmes devant le Casino de Paris.

— S.F. : Et c'est à ce moment là que tu as voulu monter sur scène ?

— L.M. : Non, non pas du tout. Mais les gens à qui je vendais le programme croyaient que je jouais après mais je ne savais même pas ce qui se passait à l'intérieur du Casino. Roland Petit qui m'observait depuis quelques temps, me demande : « Savez-vous danser ? » Je ne savais danser que la béguine, les danses de chez nous quoi, mais je ne sais pas pourquoi j'ai accepté une audition. Je ne savais pas qu'il fallait me déshabiller. J'ai été surprise, je ne me rendais pas tout à fait compte. De loin je croyais que les femmes sur scène portaient des collants. Mais j'avais peur de perdre mon boulot. La hantise d'être renvoyée m'a fait accepter.

— S.F. : Comment cela s'est-il passé ?

— L.M. : Je suis arrivée après Joséphine Baker, j'étais grande, la scène m'allait, j'avais un bon contact avec le public. Cela a poussé Roland Petit à me lancer pour mener la revue des « Folies Bergères ».

— S.F. : N'avais-tu pas l'impression que l'on utilisait ton corps de femme noire pour répondre aux phantasmes des blancs ?

— L.M. : Je ne me suis pas mise à poil pour exploiter quelque chose. Je ne veux pas être une image, une illusion pour moi ou pour les autres. Je veux qu'on dise que Lisette Malidor a quelque chose dans le ventre. Les gens qui m'emploient me respectent. Lorsque je me suis dénudée sur scène, je me suis découverte ma vraie nature en vers et contre mon éducation religieuse par exemple.

MUSIC HALL OU POESIE ?

— S.F. : Comment s'est fait alors le passage du music hall au théâtre ?

— L.M. : Pour moi jouer Claudel c'était un premier pas vers la poésie. Je ne suis pas qu'un corps. Mon rêve serait de lier le music hall à la poésie et j'espère qu'il y aura toujours un fou du métier pour monter un spectacle pour moi telle que je suis.

— S.F. : N'as-tu pas envie de créer toi-même une revue, par exemple ou d'ouvrir une école ?

— L.M. : Non, je ne suis pas assez sûre de moi. Si un peintre par exemple a un mauvais professeur, il sera mauvais peintre toute sa vie. Je ne veux pas transmettre un mauvais enseignement.

— S.F. : En venant au « Théâtre noir », quel genre de travail voulais-tu entreprendre ?

— L.M. : J'ai essayé de rapprocher la danse et la poésie, retourner vers ma « race », trouver des racines. Je me suis dit pourquoi pas un montage de poésie mais je voulais bouger, vivre et non réciter, mais sans technique de danse « sophistiquée », transmettre la danse par le langage.

— S.F. : Dans ton spectacle, on est impressionné par le rôle de la Mère.

— L.M. : Le thème du montage poétique est en effet la terre-mère et de « la mère adoptive ». Le déchirement d'un enfant qui ne prend pas la décision de retourner à la « Terre-mère ». Il y a possibilité de retour mais tout ce que

j'ai ici, ma terre ne peut pas me le donner. Ma mère est une île. Elle voudrait que je reste l'enfant que j'étais. Elle a vieilli, j'ai changé. Je suis déchirée, j'aime ma terre. Je voudrais partir-revenir tous les jours.

— S.F. : Et tes parents ?

— L.M. : Le seul contact que j'ai avec ma mère, c'est par lettre ou par téléphone et chaque fois je suis bouleversée. Chaque fois qu'on entend la voix de sa mère, on voudrait montrer dans le spectacle et j'espère que les gens ont compris. On termine sur un point d'interrogation car on ne sait pas si l'enfant va retourner. Continuer déboucherait sur le fantastique : le retour dans le ventre de la mère. Peut-être qu'un jour on ira plus loin. On ouvrira une porte, car s'il ne peut pas retourner, c'est peut-être à cause du politique. Au théâtre noir « Ici je découvre ma propre race et moi-même ».

— S.F. : Quel est ton rapport avec le public du « théâtre noir » ? C'est un nouveau public.

— L.M. : Pour moi, c'était l'angoisse, j'avais peur. J'ai l'habitude d'un public de douze mille spectateurs mais au music-hall, les gens sont fascinés par les couleurs, les chansons, les gestes. Ici, c'est plus chaud. Les gens viennent se cultiver, écouter, chercher la chaleur, ce n'est plus la Lisette Malidor du Casino mais une Lisette sans fard non surnaturelle. Au dé-

but les noirs étaient choqués de me voir nue. Ici, je me sens pourtant moins nue que là bas au Casino où j'avais un cache-sexe. C'est la nudité de la naissance, une nudité qui est poésie. Après je m'habille. Rester nu pendant tout le spectacle aurait peut-être cassé quelque chose.

— S.F. : Ta présence au théâtre noir signifie-t-elle que désormais tu travailleras dans les milieux de l'immigration ?

— L.M. : Je souhaite recommencer ce spectacle, mais je suis déjà engagée dans « Cantiques des cantiques », monté par Didier Decoin et qui est reporté à la fin de l'année. Mais j'espère que des choses comme le « théâtre noir » se renouvelleront car je suis immigrée et cela compte. Mon peuple me voyait sur un trône, je ne veux pas qu'il me croit intouchable. Ici je découvre ma propre race et moi-même. Je ne veux pas avoir de barrières dans mon métier. La poésie, le spectacle, la culture sont internationaux. Je ne sépare pas blancs et noirs et aujourd'hui je suis ravie de sortir des choses que nous mêmes les noirs avons créées.

Interview réalisée par Aline N'GOALA et Mohamed NEMMICHE

« Errance » : mise en scène de B.J. Rosette avec Mami-Charles Lawnsky ! Percussions Geoffroy Oryema : flûte, Sauza harpe. Jusqu'au 20 février à 20 h 30 au théâtre noir, 23 rue des Cendriers, 20^{ème}.



Photo J.P. Durieux